

L'AUDACE DES PETITS PAS



# L'AUDACE DES PETITS PAS

Dix ans de Global Water Partnership



*ISBN: 91-85321-66-4*

*Édité par GLOBAL WATER PARTNERSHIP.*

*Conçu par SÖDRA TORNET KOMMUNIKATION AB.*

*Rédigé par ALEX KIRBY; VANESSA SPEDDING, GREEN INK LTD.*

*Imprimé par ELANDERS AB, 2006.*

*« L'eau, c'est la vie. Lorsqu'il n'y a pas d'eau, il n'y a pas de vie.  
Toute l'histoire de l'humanité se retrouve dans ces deux phrases. »*

MOHAMED AÏT-KADI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL, MAROC ; CONSEILLER SENIOR DU GWP  
ET ANCIEN MEMBRE DU COMITÉ TECHNIQUE, GWP

DEPUIS LE DÉBUT DE L'HISTOIRE HUMAINE...



ET PUIS...





UN PARTENARIAT A DONC PRIS FORME...





DIX ANS PLUS TARD...





SON ESSENCE...





SON AVENIR...







## Sommaire

	Avant-propos	xxi
	Préface	xxiii
	Remerciements	xxv
I	LA NÉCESSITÉ DE CHANGEMENT	I
II	UN CADRE DE CHANGEMENT : PARTENARIATS ET PROCESSUS	7
III	IMPACTS RÉELS : DES PETITS PAS VERS UNE RÉVOLUTION	17
IV	UN RÉSEAU FONDÉ SUR LA CONNAISSANCE	29
V	LA RÉUSSITE PAR LE PARTENARIAT	45
VI	DU GLOBAL AU LOCAL : PERCEPTIONS CHANGÉES, NOUVEAUX PLANS	63
VII	CONDUIRE UNE POLITIQUE, INFLUENCER LE CHANGEMENT	77
VIII	LES MÉCANISMES ET LA MÉCANIQUE DU PARTENARIAT	89
IX	MAINTENIR L'AVENIR DE NOTRE EAU	99
	Références photographiques	105



## Avant-propos

En tant que parrain du Global Water Partnership, je suis fier, heureux et grave par le fait que notre travail a assuré une solide place à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le débat international sur l'eau. Il est gratifiant de constater que de plus en plus de gens sont convaincus que la crise actuelle de l'eau est due à une gestion inadaptée ou impropre de l'eau plutôt qu'à des pénuries, et d'observer notre capacité à instiller ce message dans le court délai de la première décennie du Global Water Partnership. Réaliser à quel point il est difficile de procéder aux changements nécessaires face aux modèles anciens de plusieurs décennies voire de siècles donne à réfléchir.

Le changement de politique de l'eau est un processus de longue haleine. Chaque pas en avant prépare le suivant. C'est la raison pour laquelle nous avons résumé la première décennie du Global Water Partnership par « L'audace des petits pas ». Il nous faut être audacieux car nous devons améliorer la vie de gens vivant dans des zones arides, et protéger la vie sous toutes ses formes. Plus nous en savons, plus nous savons ce que nous devons faire. Maintenant, le temps est venu de transformer nos réalisations de la décennie passée en action.

SON ALTESSE ROYALE WILLEM-ALEXANDER,  
PRINCE D'ORANGE DES PAYS-BAS, PARRAIN



## Préface

L'histoire de la première décennie du Global Water Partnership est celle de l'abandon progressif de pratiques dangereuses ayant entraîné la perte de vies, le gaspillage d'investissements et la mise en danger d'environnements. C'est aussi l'histoire d'un début de reconnaissance du fait que si l'eau n'est pas considérée comme une ressource précieuse et fragile, elle n'a aucune chance d'acquérir valeur, compréhension ou protection.

L'eau requiert une gestion prudente qui nécessite elle-même une politique publique efficace et des cadres réglementaires. Lorsque la prise de décision est confinée aux seuls secteurs liés à la gestion de l'eau (irrigation, eaux usées, énergie, transport, loisirs, eau potable), elle ne permet pas de fournir l'approche intégrée nécessaire pour évaluer et de traiter l'impact des actions d'un seul secteur sur les choix s'offrant aux autres. Les méthodes qui y parviennent sont incluses dans les principes même de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), une pratique orientée vers la gestion durable de l'eau pour tous. La GIRE est largement reconnue comme indispensable pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)\*.

La mission du Global Water Partnership est de soutenir les pays dans la gestion durable de leurs ressources en

eau. C'est sans surprise que la GIRE constitue l'un des instruments les plus performants de la panoplie. Toutefois, elle ne doit pas être mal interprétée et considérée comme une vertu parfaite ou comme un régime fiable ; de même, chercher des endroits où « la GIRE est mise en pratique » est illusoire. La GIRE couvre un large éventail d'activités qui se déroulent successivement dans le temps ; améliorer la gestion des ressources en eau est un processus dynamique.

L'une des grandes forces du Global Water Partnership – en fait sa véritable essence – réside dans son réseau de personnes engagées œuvrant à tous les niveaux : mondial, national et local. Ce réseau, à la fois vaste et profond, est constitué d'un partenariat d'acteurs agissant dans 60 pays, en relation malgré la distance et à travers la société, et dont l'influence va des gouvernements jusqu'à la femme au puits. Les fils de ce réseau sont des liens dynamiques, des lignes de vie qui acheminent les idées, l'engagement, l'inspiration, l'information, des outils, des contacts et, nécessairement, l'argent là où il faut. Quand les choses fonctionnent bien, ils acheminent également de l'eau douce propre.

Le Global Water Partnership est perçu par beaucoup de gens comme l'un de ces nouveaux concepts innovants qui ont permis de modeler la gouvernance publique mondiale ces deux dernières décennies. Grâce au Global

---

\*Les huit objectifs adoptés par 189 nations à l'occasion du Sommet du Millénaire des Nations unies en septembre 2000 et définis dans la Déclaration du Millénaire. Ces objectifs doivent être atteints d'ici 2015 si l'on veut répondre efficacement aux principaux défis de développement dans le monde.

Water Partnership, la GIRE a gagné beaucoup de terrain ces dix dernières années ; de même, il est désormais reconnu que l'exploitation durable de l'eau est primordiale pour l'avenir de la société. Le Global Water Partnership est fier d'avoir été à l'avant-garde de ce progrès.

MARGARET CATLEY-CARLSON,  
PRÉSIDENTE, GLOBAL WATER PARTNERSHIP

## Remerciements

Le Global Water Partnership rend hommage à tous ceux qui ont contribué à ses efforts dans sa quête de changement. Nous sommes reconnaissants à nos fondateurs visionnaires, à nos donateurs permanents et vitaux qui ont travaillé en partenariat avec le Global Water Partnership, aux pays qui ont passé des accords pour donner une existence légale à notre siège mondial, à notre généreux hôte le gouvernement de Suède et tous les gouvernements et institutions qui ont contribué « en nature » pour soutenir le Global Water Partnership. Nous remercions nos parrains, en particulier Son Altesse Royale le Prince d'Orange, d'être nos émissaires. Nous remercions notre premier Président et nos secrétaires exécutifs ainsi que nos experts techniques avisés : ils sont les pierres angulaires de notre

organisation. Nous remercions les personnes qui ont travaillé au service de notre Comité de direction et notre Comité technique pour leur inspiration, passée et présente. Nous remercions notre Secrétaire général et le personnel de Stockholm et New York, ainsi que les centres de conseil et les programmes associés qui représentent une part importante de notre travail. Nous remercions nos présidents régionaux actuels et antérieurs, leurs équipes et les membres des partenariats nationaux. Nous saluons les partenariats locaux de l'eau pour les changements apportés dans leurs quartiers. Et surtout, nous remercions nos partenaires et toutes les femmes et les hommes dans le monde qui ont pris conscience de la nécessité de changer la façon dont l'eau est gérée dans leur pays et leurs communautés, et qui ont consacré leur temps, leurs efforts, leur inspiration et leur ténacité à faire changer les choses.

### Présidents des régions 1996–2006

RÉGION	ETABLI	ACTUEL (2006)	ANCIENS PRÉSIDENTS
Australie	2003	Mark Pascoe	Colin Creighton 2003–2005
Caraïbes	2004	Navin Chandarpal	–
Europe centrale & de l'Est	1998	Liviu Popescu	Janusz Kindler 1998–2005
Afrique centrale	2003	Jean Michel Ossete	–
Amérique centrale	2000	Maureen Ballestero	–
Asie centrale & Caucase	2002	Vadim Sokolov	–
Chine	2000	Dong Zheren	Rui-Ju Liang 2000–2002
Afrique de l'Est	2002	Ato Mebrahtu Iyassu	Charles Koske 2002–2005
Méditerranée	1998	Michael Scoulllos	Michel Soulié 1998–2002
Amérique du Sud	1998	Carlos Tucci	Victor Pochat 1997–2000 Humberto Peña 2000–2003 Carlos Tucci 2003–2005
Asie du Sud	1998	Nanda Abeywickrama	MA Chitale 1998–2002 Quamrul Islam Siddique 2003–2004
Asie du Sud-Est	1997	Keizrul Abdullah	Angel Alejandrino 1997–2001 Apichart Anukularmphai 2002–2004
Afrique australe	1996	Kenneth Mbisi	Tabeth Chuita 1996–2002 Osborne Shelu 2002–2004
Afrique de l'Ouest	1999	Madiodio Niassé	Athanase Compaoré 1999–2005







## CHAPITRE I

# LA NÉCESSITÉ DE CHANGEMENT



**D**urant les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, les signaux d'alarme relatifs à l'état de l'eau dans le monde étaient si clairs que la communauté internationale n'a pas eu d'autre choix que d'en prendre note. Les participants à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro en juin 1992 ont dressé un tableau des ressources en eau mondiales donnant à réfléchir : il ne faisait aucun doute qu'elles étaient à un stade critique. Les problèmes décrits n'étaient ni de nature spéculative ni à même d'affecter notre planète seulement dans un avenir lointain. La conférence s'est achevée sur un appel à l'action : un engagement politique était nécessaire d'urgence au plus haut niveau des gouvernements, tout comme un changement au niveau local était indispensable.

La préservation de l'eau de notre planète, cette ressource fragile et précieuse dont la valeur économique et sociale est si importante, nécessiterait des investissements conséquents, des campagnes de sensibilisation, des changements institutionnels et législatifs, le développement de technologies et des programmes de développement de capacités, en commençant tout de suite. La survie de millions de personnes exigeait une action immédiate et efficace.

Mais la conférence a également identifié une barrière non négligeable à une telle action : la fragmentation des responsabilités dans le développement et la gestion des ressources en eau entre les agences de différents secteurs du domaine de l'eau. Malheureusement, la dégradation progresse plus vite que le dialogue.

S'appuyant sur deux aboutissements de la Conférence

internationale sur l'eau et l'environnement tenue quelques mois auparavant à Dublin, en Irlande (en janvier 1992) – à savoir la *Déclaration de Dublin* et le *Rapport de la conférence* – ainsi que sur l'analyse d'une précédente conférence des Nations unies sur l'eau tenue en septembre 1977 à Mar del Plata, en Argentine, la conférence de Rio en a appelé à des mécanismes susceptibles de coordonner et de promouvoir la pratique de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

#### DÉFINITION DU GWP DE LA GIRE

*« La GIRE est un processus qui promeut le développement et la gestion coordonnés de l'eau, du territoire et des ressources connexes afin de maximiser, de manière équitable, le bien-être économique et social résultant, sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux. »*

La GIRE est une approche et un processus qui permet à chaque individu concerné par une ressource en eau ou qui en dépend, quel que soit son secteur (les « parties prenantes » de cette ressource), de prendre part à la planification de son usage et à la mise en œuvre de systèmes assurant la couverture des besoins en eau à long terme tout en maintenant des services écologiques et des bénéfices économiques.

La conférence de Rio a aussi souligné la nécessité d'impliquer davantage de gens d'horizons plus divers dans la prise de décision et la politique de gestion de l'eau – en d'autres termes, pas seulement les experts. Cela exigerait

une participation et des connaissances plus importantes de la part du public, incluant aussi les femmes, les jeunes, les peuples indigènes et les communautés locales.

Tout était prêt pour la création d'une nouvelle organisation. Il existait déjà de nombreuses organisations dotées d'une impressionnante expertise dans des secteurs spécifiques liés à l'eau mais aucune capable de montrer le chemin de l'intégration de ces domaines d'expertise. La nouvelle entité devait nécessairement démarrer rapidement et être suffisamment légère pour agir avec peu de ressources. Elle devait être apte à mobiliser les meilleures idées et les appliquer à la gestion de l'eau. Elle devait être suffisamment ouverte pour attirer, plutôt qu'écarter, les dizaines d'organisations travaillant déjà sur l'eau. Idéalement, elle deviendrait une source de conseils sur la manière de changer les investissements existants en ressources en eau, en tenant compte de la totalité des besoins. Avec de la chance, elle capterait l'attention du monde sur ce concept naissant d'une approche plus prévenante, plus gérée et plus intégrée de l'eau : la GIRE.

*« Ayant été présent à la naissance du GWP, ma relation avec l'organisation a été comme celle que les parents ont avec leurs enfants. Au cours des premières années vous sentez que vous avez une grande influence. Ensuite, ils trouvent leur voie. Ils ont moins besoin de vous (et, fréquemment ne vous respectent plus!). Mais ils forment leur propre caractère et trouvent leur propre chemin dans la vie. Et vous les aimez inconditionnellement. »*

JOHN BRISCOE,  
DIRECTEUR PAYS POUR LE BRÉSIL, BANQUE MONDIALE, BRÉSIL

En 1996, le Partenariat Mondial de l'Eau (Global Water Partnership, GWP), était né. Sa naissance a été rendue possible dans la pratique grâce au rassemblement de la Banque mondiale, du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) et de la Suède qui a aussi offert d'abriter la nouvelle organisation. Ils ont été rapidement suivis par d'autres bailleurs de fonds tels que le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Le GWP était sur ses rails.

*« La Suède a offert d'abriter le GWP à cause de la reconnaissance de l'importance fondamentale de la gestion des ressources en eau pour atteindre les objectifs de la coopération suédoise au développement. La gestion durable des ressources en eau est une base pour la croissance économique ainsi que pour améliorer l'équité et la protection de l'environnement ; la Suède a vu le rôle exceptionnel que le GWP pourrait jouer à ce propos. »*

MATS SEGNESTAM, CHEF DE LA DIVISION POLITIQUE DE  
L'ENVIRONNEMENT, AGENCE SUÉDOISE DE COOPÉRATION  
INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT, SUÈDE







## CHAPITRE II

# UN CADRE DE CHANGEMENT : PARTENARIATS ET PROCESSUS



**E**n tant que nouvelle organisation, le GWP a pris une forme relativement innovante : un réseau actif et spécialisé d'organisations, combiné à un cercle d'experts internationaux en eau influents ayant la vision et le pouvoir de former et d'orienter ce réseau. Une poignée de donateurs souhaitant à la fois soutenir l'organisation et s'engager activement dans sa mission a été trouvée. Un mélange d'outils de communication du XXI<sup>e</sup> siècle (courrier électronique et Internet), de structures organisationnelles virtuelles, et un sens des affaires ont formé le ciment qui consolide ce cadre.

Aujourd'hui, dix ans plus tard, les sources d'information du GWP – en particulier ses publications – sont utilisées dans le monde entier. Des partenariats pour l'eau impliquant des parties prenantes multiples ont été constitués dans quatorze régions du monde et dans plus de 60 pays. Il existe près de 40 partenariats locaux (c'est-à-dire centrés et définis à partir d'un bassin hydraulique spécifique).

Ces partenariats GWP ont été créés pour ouvrir des débats entre individus de différents secteurs, organisations et traditions, unis cependant par le souci de développer, gérer et partager leurs réserves hydriques de plus en plus rares. Ces partenariats tentent de n'oublier personne. Les participants sont des institutions gouvernementales, des agences des Nations unies, des banques de développement, des associations professionnelles, des organisations universitaires, des organisations non gouvernementales (ONG), des entreprises privées, la communauté et d'autres groupes. En créant une telle plate-forme mondiale accueillant de multiples parties

prenantes, le GWP a comblé un fossé international désormais remplacé par un réseau qui est à la fois différent et complémentaire de la famille intergouvernementale des partenariats de l'ONU.

La plupart des partenariats nationaux et régionaux du GWP sont, à l'origine, des petits groupes d'experts en eau chevronnés qui rassemblent les gens de leur région respective. Plus tard, ces groupes – baptisés « démarreurs » au sein du GWP – deviennent des assemblées plus formelles d'acteurs d'horizons variés. Elles prennent le nom de partenariats régionaux de l'eau (RWP) et sont dirigées officiellement par des représentants afin de garantir autant que possible leur inclusivité et leur transparence.

*La mission du GWP est de soutenir les pays dans la gestion durable de leurs ressources en eau.*

*« Nous avons ressenti le besoin urgent de créer une organisation qui pourrait rassembler toutes les organisations existantes oeuvrant pour améliorer la gestion de l'eau et pour développer la fourniture des services d'eau et d'assainissement aux pauvres. Dix ans après, le GWP a dépassé mes espérances. Les dirigeants réussis et le personnel du GWP doivent être félicités pour ce succès. »*

JOHN HODGES, ANCIEN CONSEILLER  
INGÉNIEUR EN CHEF, DÉPARTEMENT DU  
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, ROYAUME-UNI

Depuis les débuts du GWP en 1996, un réseau de 14 partenariats régionaux et plus de 60 partenariats nationaux ont été formés en Amérique centrale, Amérique du Sud, aux Caraïbes, en Afrique centrale, australe, de l'Ouest, et de l'Est, en Méditerranée, en Europe centrale et de l'Est, en Asie centrale et au Caucase, en Asie du Sud, Asie du Sud-Est, Australie et Chine.



Davantage de partenariats nationaux voient le jour chaque année. Près de 40 partenariats locaux ont été créés ; ils travaillent au sein des pays au niveau « sub-national », en Europe centrale et de l'Est, Afrique de l'Est et Asie du Sud.

Les partenariats de l'eau sont sans aucun doute le bras de commande du GWP. Ce sont eux qui aident le GWP à aider les autres à s'aider eux-mêmes. Le renforcement des partenariats régionaux et l'édification de partenariats nationaux et sub-nationaux sont au cœur de l'organisation.

Cet aspect reflète un effort conscient du GWP d'agir proche du terrain et de développer une organisation apprenante et dynamique qui encourage les partenariats à travailler au plus près de la réalité des problèmes d'eau.

Cette stratégie ne signifie pas pour autant que le réseau dans son ensemble est livré à une croissance organique aléatoire : il est dirigé et coordonné par un appui au programme intégré, léger mais fort, et par des mécanismes de gouvernance.

Le réseau a eu l'occasion de se retrouver pour la première fois de son existence, quatre ans après sa naissance, lors du deuxième forum mondial de l'eau, tenu à La Haye, aux Pays-Bas, en mars 2000. Ce fut un événement important pour le GWP, marquant sa fondation en tant qu'organisation mondiale qui favorise le dialogue sur des approches embrassant tous les secteurs de la gestion de l'eau. Avant cette rencontre, chacun des partenariats régionaux GWP avait mené un processus de consultation auprès de multiples parties prenantes qui avait abouti à la formulation de leurs propres stratégies régionales. Ces dernières ont été publiées respectivement dans des documents intitulés *Vision to Action*, et les questions clés abordées ont été introduites dans les documents *Vision* et *Framework for Action* publiés par le Conseil mondial de l'eau et le GWP pour y être débattues au forum.

Afin de cartographier la réalisation des objectifs de *Vision*, le GWP a produit un document de sa conception, *Towards Water Security: A Framework for Action*. Il présente de nouvelles perspectives sur la façon dont les choses peuvent changer – en abandonnant les approches fragmentées pour passer à une solution intégrée aux problèmes d'eau courants. Un petit pas supplémentaire dans la bonne direction a été fait. Les bailleurs de fonds se sont ralliés pour soutenir le GWP. Aujourd'hui, pratiquement tous les grands donateurs (bilatéraux) soutiennent l'organisation.



## Focalisé sur le processus et le changement

En septembre 2000, lors du Sommet du Millénaire des Nations unies, 189 pays membres se sont engagés à huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) définis dans la Déclaration du Millénaire. L'idée est de concentrer les efforts nationaux et internationaux sur un développement plus durable et l'équité sociale. Des buts ont été fixés pour réduire la pauvreté et la faim, améliorer la santé et l'éducation, et pour s'attaquer aux questions d'égalité des sexes et d'environnement d'ici 2015. La ges-

### GWP : une organisation pour le XXI<sup>e</sup> siècle

- Flexible, capable de répondre et de s'attaquer aux besoins fluctuants.
- Structures administratives et de gouvernance légères.
- Effectif de permanents du siège mondial inférieur à vingt.
- Bureaux des partenariats nationaux et régionaux hébergés par d'autres organisations.
- Majorité des travaux transmis par courrier électronique et Internet.
- Assemblée générale annuelle unique de tous les partenaires.
- Réunions biennales pour les partenariats régionaux.

tion des ressources en eau est fondamentale pour atteindre ces objectifs. L'eau et l'assainissement sont essentiels pour la santé publique, pour scolariser davantage de filles, et pour améliorer la faim et la pauvreté, par exemple. Le GWP est chargé de promouvoir une approche intégrée visant à atteindre ces buts.

L'outil du GWP pour convaincre les gens d'abandonner l'approche sectorielle classique et de considérer l'eau comme l'affaire de tous est la GIRE. Celle-ci cherche à équilibrer les exigences humaines, industrielles, agricoles et environnementales sur nos réserves d'eau limitées. Son succès dépend de l'engagement de chacun à joindre ses forces pour partager l'information, analyser les données, et coopérer dans la recherche de solutions. Elle favorise les alliances, empêche la duplication du travail, cible les financements avec précision et partage très largement des solutions pratiques.

*« Il a fallu une contribution intellectuelle et conceptuelle majeure pour traduire les Principes de Dublin en termes simples, compréhensibles et opérationnels – la GIRE – accompagnés d'un mécanisme destiné à soutenir les parties prenantes dans le monde entier en les mettant en pratique – le réseau GWP. La contribution du GWP a été décisive sur les deux points. »*

TORKIL JØNCH-CLAUSEN, PROFESSEUR, DIRECTEUR INTERNATIONAL, DANISH HYDRAULICS INSTITUTE ET ANCIEN PRÉSIDENT DU COMITÉ TECHNIQUE, GWP

Le GWP recommande une approche vers une meilleure gestion des ressources en eau qui procure plus d'intégration entre les secteurs d'utilisateurs de l'eau, plus de valeur

affectée à la ressource, plus de systèmes financièrement durables pour la gérer, des outils et des processus de gestion améliorés (de meilleures lois notamment) et une consultation avec les gens concernés par l'usage, la gestion et le développement des ressources en eau.

Son réseau international, constitué de partenariats régionaux, était la structure par laquelle le GWP améliorerait cette approche.

L'une des missions d'origine du GWP était d'analyser le secteur mondial de l'eau, y compris ses sous-secteurs, afin d'identifier des lacunes en matière de connaissances et de prestations de services. Ce processus de cartographie a été lancé en 1997 lors d'une assemblée mondiale à Copenhague. L'analyse a indiqué les lacunes spécifiques dans des aspects importants comme le développement de capacités, la gestion des nappes phréatiques, la gestion des crues, la gestion des bassins fluviaux et des considérations sur l'égalité des sexes en matière d'eau et de processus de développement. Pour s'attaquer à ces problèmes, le GWP et ses partenaires ont créé les Programmes associés, menés par le GWP et ses partenaires comme le PNUD (pour le développement de capacités), l'Organisation météorologique mondiale (pour la gestion des crues) et ainsi de suite. De concert avec trois Centres de conseil – the Danish Hydraulics Institute au Danemark, HR Wallingford au Royaume-Uni, et l'Institut international de gestion des ressources en eau basé à Colombo, au Sri Lanka – ces Programmes associés fournissent connaissances et services pour soutenir les efforts des partenaires du GWP dans leurs actions régionales sur toute la planète. Leurs efforts sont rapportés plus loin dans la présente publication.

La première décennie d'existence du GWP a été principalement consacrée à l'édification d'institutions et de connaissances. La plupart de ses réalisations se font sous forme de développement de capacités, de développement des connaissances, d'une amélioration des cadres institutionnels et de la législation pour une meilleure gestion des ressources en eau. Il est important de comprendre qu'il s'agit des résultats d'un processus de développement toujours en cours et non des objectifs ultimes.

*« Ce que nous faisons, ce sont de petits pas qui mènent dans la bonne direction ; des pas lents, modestes, sur le long terme. La gestion parfaite n'existe pas. L'idée que la totale mise en œuvre de la GIRE ou que le Saint-Graal sont à portée de main est absurde. »*

MARGARET CATLEY-CARLSON,  
PRÉSIDENTE, GWP

Les gouvernements de ce monde portent la plus grande responsabilité dans la définition et l'application des lois qui autorisent, protègent et assurent l'utilisation ou la sauvegarde de l'eau. Le GWP s'attache donc essentiellement à essayer de rendre les actions des gouvernements plus efficaces à cet égard. Il le fait en apportant une expertise, en organisant des ateliers sur des sujets spécifiques et en encourageant le changement fondé sur la connaissance de meilleures pratiques.

Mais les gouvernements réagissent aux perceptions du public, c'est pourquoi une fraction du travail du GWP se concentre également sur une meilleure sensibilisation du public sur ce qui est en jeu. L'impulsion pour le change-



ment vient partiellement du niveau mondial, notamment des institutions de financement et de développement. Une autre partie vient des médias, une autre encore des diffuseurs des connaissances. Le GWP joue sur tous ces tableaux pour faire passer son message. Encourager une prise de conscience globale du rôle crucial de la GIRE dans le développement durable est important ; susciter la volonté politique ne l'est pas moins. Les leaders politiques de premier plan doivent adhérer, mais ils ne le font qu'au terme d'une explication répétée à tous les niveaux. Le travail du GWP a visiblement permis d'insuffler des considérations sur l'eau à des processus de développement nationaux plus vastes.

*« Je pense que les deux grandes contributions du GWP sont d'avoir construit le réseau du GWP et fait accepter fermement et largement la GIRE partout. Chacune d'elles est une réalisation remarquable en soi. »*

ISMAIL SERAGELDIN, DIRECTEUR, BIBLIOTHECA  
ALEXANDRINA, EGYPTE, ET ANCIEN PRÉSIDENT DU GWP

### Plan stratégique du GWP pour 2004–2008

L'objectif immédiat du GWP est de s'assurer que : la Gestion Intégrée des Ressources en Eau est appliquée dans un nombre croissant de pays et de régions, comme un moyen de favoriser la gestion efficace et équitable et l'exploitation durable de l'eau.

Le programme est orienté vers la réalisation de cet objectif par une série de cinq résultats consolidés :

RÉSULTAT 1 : développement de la stratégie et de la politique de l'eau GIRE facilité aux niveaux requis

RÉSULTAT 2 : outils et programmes de GIRE développés en réponse aux besoins nationaux et régionaux

RÉSULTAT 3 : liens assurés entre le GWP et d'autres cadres, secteurs et sujets

RÉSULTAT 4 : partenariats du GWP établis et consolidés aux niveaux requis

RÉSULTAT 5 : réseau GWP efficacement développé et géré





CHAPITRE III

IMPACTS RÉELS :  
DES PETITS PAS  
VERS UNE  
RÉVOLUTION



**B**ien que le GWP ne soit pas la seule organisation encourageant l'approche de GIRE – en fait, s'il l'était, cela indiquerait un échec notoire – l'acceptation en une décennie de ce concept doit beaucoup aux efforts sur tous les fronts du GWP pour promouvoir une nouvelle conception de la gestion de l'eau à tous les niveaux. La définition du GWP de la GIRE est désormais un standard international reconnu, englobant comme il se doit les trois principaux aspects de cette approche (à savoir, promouvoir l'environnement durable, l'équité sociale et l'efficacité économique – désignés sous l'appellation « les trois E »).

Le GWP ne peut pas et ne doit pas s'attribuer le mérite de la mise en œuvre des changements de politique publique ; les mécanismes gouvernementaux sont complexes et impliquent de nombreux acteurs et de nombreux compromis. Toutefois, comme d'autres institutions de gouvernance mondiales qui ont vu le jour ces dernières années, le GWP a développé la légitimité nécessaire pour lui donner une voix forte dans les débats internationaux. En conséquence, il a joué un rôle dans de nombreux changements de politique. Voici une liste de certains domaines dans lesquels l'influence du GWP a eu des effets tangibles. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive et elle ne couvre pas non plus chaque région où le GWP a travaillé. Cela donne plutôt une indication des étapes que le GWP a facilitées en direction de nouveaux modèles de gestion de l'eau, plus intégrés, plus intégrateurs. Plusieurs histoires sont relatées intégralement plus loin.

## Visions de « ce qui pourrait être »

*« La Vision pour l'eau du Pakistan, préparée avec le soutien du Partenariat de l'eau du Pakistan, constitue la base du Plan national de développement de l'eau pour 2025. En reconnaissance de son travail, le président du Pakistan a fait don de dix millions de roupies au Partenariat de l'eau du Pakistan pour la promotion de la GIRE. »*

KHALID MOHTADULLAH,  
ANCIEN SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DU GWP

1. Après le deuxième forum mondial de l'eau à La Haye en 2000 qui a sonné comme un avertissement pour beaucoup de gouvernements, le SADC (Communauté de développement des pays d'Afrique australe) a chargé sa Division de l'eau de produire une *Vision pour l'eau, la vie et l'environnement*. Lorsque cette Division s'est tournée vers le Partenariat de l'eau du GWP pour l'Afrique australe, le GWP a rassemblé les multiples acteurs de l'eau, permettant ainsi l'approbation formelle de la vision 2015, assortie d'un plan opérationnel.

2. Le GWP Malaisie a ouvert des voies pour impliquer des ONG dans le processus de mise en œuvre du *Cadre d'action* officiel pour l'eau et travaillé avec les ministères de l'Éducation et de l'Information sur l'amélioration de la compréhension du public relative aux problèmes d'eau.

*« L'eau a toujours été un thème prioritaire des agendas nationaux et régionaux pour le développement durable en Méditerranée. La Vision et le Cadre d'action du GWP font partie du*

*canevas formant les pratiques et les politiques de l'eau communes en Méditerranée. »*

SE MME RODOULA ZISSI, ANCIENNE MINISTRE ADJOINTE  
POUR L'ENVIRONNEMENT, LA PLANIFICATION PHYSIQUE ET  
LES TRAVAUX PUBLICS, GRÈCE

*« L'une des premières contributions importantes que le GWP ait faites fut la préparation des Visions régionales, présentées au deuxième forum mondial de l'eau à La Haye. Le Comité technique d'Amérique du Sud (SAMTAC) y a pris part dès le début. Il a commencé par définir ce que la Vision signifiait puis a participé à la préparation et à la révision des avant-projets nationaux et enfin à l'élaboration du document final. »*

VICTOR POCHAT, ANCIEN PRÉSIDENT  
DU COMITÉ TECHNIQUE D'AMÉRIQUE DU SUD, GWP

### **Élargir le processus de consultation**

3. Au moins 29 des 33 secrétaires permanents maliens se sont entretenus à l'atelier de 2004 organisé par le GWP pour comprendre les impacts négatifs d'une activité sectorielle isolée et les bénéfices potentiels de l'adaptation des pratiques nationales aux approches intégrées. Décrite comme un aboutissement « extrêmement important », les décideurs haut placés ont adopté la nouvelle réflexion.

4. Les ateliers 2002–2004 pour les acteurs multisectoriels d'Amérique centrale ont rassemblé des législateurs, des agronomes, des industriels, des usagers domestiques et d'autres acteurs pour discuter la valeur des approches inté-

grées de la gestion des ressources en eau, conformément aux besoins des gens... L'intérêt visible des législateurs pour la valeur des approches intégrées s'est manifesté dans les discussions relatives à l'élaboration de nouvelles lois sur l'eau.

5. L'engagement actif, par le GWP, de politiciens méditerranéens dans un Dialogue régional sur la Gouvernance efficace de l'eau a abouti à la création d'un Cercle des parlementaires méditerranéens pour le développement durable (COMPSUD). Le secrétariat pour plus de 60 membres de parlements nationaux et politiciens actifs provenant de 16 pays méditerranéens est assuré par le GWP-Méditerranée et le Bureau méditerranéen d'Information.

*« L'eau – et la gouvernance de l'eau en particulier – constitue l'une des questions centrales traitées par COMPSUD depuis 2002. En s'attaquant à la gouvernance, notre centre d'intérêt est passé des aspects purement physiques de l'eau à l'essence même des systèmes administratif, économique, social et politique dans lesquels nous vivons tous et qui ont un impact si profond sur l'accomplissement de notre vision de l'utilisation durable de l'eau. »*

M. NIKOS GEORGIADIS,  
MEMBRE DU PARLEMENT GREC, PRÉSIDENT DE COMPSUD

6. Réduire la vulnérabilité des communautés d'Europe centrale et de l'Est aux crues brutales est l'objet de la collaboration du GWP avec l'Organisation météorologique mondiale dans le cadre du Programme associé sur la gestion des crues, mené conjointement. Cela fonctionne en impliquant un nombre significatif d'institutions nationales – les partenariats nationaux de l'eau, les instituts hydro-



météorologiques, la protection civile et les autorités locales – en Pologne, Roumanie et Slovaquie.

### Améliorer les lois et la réglementation

7. Un amendement couronné de succès apporté en 2005 à la loi chilienne sur l'eau (résultat d'un important lobbying du GWP) comprend des règlements équilibrant la sécurité privée et la protection publique, ainsi que les droits sur l'eau publics et privés. La Commission économique pour l'Amérique latine (ECLAC, la Commission régionale des Nations unies) considère l'introduction de conditions spécifiques pour l'attribution de droits, en particulier une obligation d'efficacité dans l'utilisation de l'eau, comme un progrès ayant encouragé le débat au niveau mondial.

8. La nouvelle loi chinoise sur l'eau de 2002/2003 repose sur les principes de GIRE. Huit ministères ont commencé à travailler en 2002 sur un système global de planification de l'eau à l'échelle du pays. Avant 2005, la qualité et la quantité de l'eau ont été évaluées, le développement et l'utilisation de l'eau estimés, et les implications environnementales considérées. La seconde étape de juillet 2004 a consisté en la répartition en fonction du nouveau système. L'assistance et l'influence du GWP sont systématiquement reconnues par les autorités chinoises.

9. Deux ministères nicaraguayens ont demandé au GWP-Amérique centrale d'étudier la répartition appropriée de

taxes sur l'usage de l'eau. Les principaux usagers et gestionnaires de l'eau en ont débattu au début 2005. Actuellement introduites dans la nouvelle loi sur l'eau en cours d'élaboration, des propositions prévoient une application progressive afin d'éviter l'aggravation de la pauvreté et des ajustements graduels pour assurer une applicabilité dans le temps.

10. Le GWP-Philippines a répondu à une demande du gouvernement en participant à l'ébauche de dispositions pour une nouvelle loi nationale sur l'eau et en organisant des auditions publiques dans tout le pays sur les amendements proposés.

### Développer de meilleures institutions

11. Le partenariat du GWP-Asie du Sud-Est travaillant avec l'ASEAN, l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est, avait inséré, avant 2003, le concept de GIRE dans l'agenda de l'ASEAN. Les dirigeants de l'Association ont convenu de constituer un groupe de travail sur la gestion des ressources en eau qui se poursuit à ce jour.

*« Si le GWP n'existait pas, il faudrait l'inventer en raison du besoin urgent de tout le monde de se concerter pour résoudre les problèmes liés à l'eau. »*

CHEICK TIDIANE TANDIA, DIRECTEUR GÉNÉRAL, CENTRE RÉGIONAL POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT À FAIBLE COÛT (CREPA), BURKINA FASO

*« Institutionnellement, nous devons créer des forums accueillant les multiples parties prenantes dans tous les pays du bassin. »*

*Comme nous ne disposons pas des mécanismes pour y parvenir, nous comptons sur le soutien des partenariats nationaux du GWP déjà établis, pour nous aider. »*

MOHAMED BELLO TUGA, SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE  
L'AUTORITÉ DU BASSIN DU NIGER (ABN), NIGER

12. La Déclaration de Ouagadougou en 1998 a réuni 12 nations d'Afrique de l'Ouest dans la recherche de meilleurs moyens de se consulter au sujet des 25 bassins fluviaux partagés de la région. Le GWP-Afrique de l'Ouest, conjointement avec le Réseau international des organismes de bassin (INBO), a rendu cette déclaration effective par le biais du Réseau africain des organismes de bassins (ANBO) qui en 2002, s'est étendu sur l'ensemble de l'Afrique.

*« Le GWP a fourni une plate-forme sur laquelle le gouvernement, l'industrie et la société civile peuvent travailler ensemble sur la gestion intégrée des ressources en eau. Grâce aux actions du GWP, des pays et des sociétés civiles ont été galvanisés et mobilisés dans des actions plus engagées en faveur d'une gestion durable de l'eau. »*

CHAN NGAI WENG,  
PROFESSEUR, UNIVERSITI SAINS MALAYSIA, MALAISIE

*« Ce que j'admirais, c'était la capacité de la branche est-européenne du GWP à agir comme un point central pour les pays candidats à l'adhésion à l'UE en Europe de l'Est dans le but de satisfaire aux exigences de « l'acquis communautaire » (corps de la législation communautaire) dans le processus d'adhésion. »*

STEFAN HELMING, GTZ, ALLEMAGNE

13. De 40 départements de gestion de l'eau à 5 ! Le GWP-Thaïlande et les membres du partenariat du GWP-Asie du Sud-Est ont joué un rôle de premier plan dans le groupe de travail du gouvernement thaïlandais visant à restructurer son Département des ressources en eau, et à adopter des approches de GIRE. Il en a résulté une réduction significative du nombre d'intervenants, passant de plus de 40 départements dans 9 ministères à 5 départements dans 3 ministères.

14. Le GWP-Viêt Nam a aidé le gouvernement vietnamien à promouvoir et à introduire les principes de GIRE dans ses stratégies et politiques de l'eau et dans ses nouveaux concepts de gestion améliorée des ressources en eau, y compris ceux destinés à améliorer les fonctions du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement. Les activités d'étude et de sensibilisation du GWP ont été reprises dans des documents gouvernementaux.

### **Encourager la participation des femmes**

15. Le Programme associé Alliance genre et eau a été créé par le GWP et d'autres organismes consécutivement au succès d'un groupe d'ambassadeurs de l'égalité des sexes au Forum mondial de l'eau à La Haye. Le réseau Femmes et Eau en Asie du Sud, qui est actif dans plusieurs pays sud-asiatiques, a été fondé en conséquence directe des efforts du GWP consacrés aux questions d'équité sociale, l'un des « trois E » de la GIRE.

*« Après l'effondrement de l'Union soviétique, des pays d'Asie centrale revenaient dans une certaine mesure aux stéréotypes traditionnels. Les difficultés économiques dans la période de transition ont frappé les femmes le plus durement. Les femmes dans le secteur de l'eau se sont trouvées en danger de perdre le statut et le revenu professionnels qu'elles appréciaient dans le passé. En facilitant l'accès des femmes à la prise de décision dans le secteur de l'eau, le GWP favorise la sécurité de vie ainsi que la dignité des femmes. »*

KUSUM ATHUKORALLA, PRÉSIDENT, RÉSEAU DES FEMMES  
PROFESSIONNELLES DE L'EAU, SRI LANKA

16. Le Réseau de l'eau et des femmes du Pakistan, lancé en 2002 par le Partenariat de l'eau du GWP pour le Pakistan et l'Association pour le bien-être des femmes, est basé dans le district de Sanghar. Ce réseau a permis de créer une interconnexion entre l'eau et les femmes au niveau communautaire ; de telles plate-formes ont rassemblé des femmes issues de tous les secteurs de la société pour encourager la participation des femmes dans des discussions et des actions conduisant à l'amélioration de l'utilisation et de la gestion de l'eau.

*« Un rôle crucial joué par le GWP a consisté à créer un espace politique pour la voix des femmes dans la GIRE – fournissant l'autorité aux perspectives du genre pour faire partie de nos négociations sur les ressources naturelles. »*

DIANNE DILLON-RIDGLEY,  
PRÉSIDENT, RÉSEAU RIVIÈRE, USA

## **Permettre l'amélioration de la situation sur le terrain**

17. La résolution des conflits entre les chercheurs d'or et les fermiers réinstallés et le paiement amélioré des taxes ne sont que deux des résultats récents obtenus à la suite d'une demande du Conseil zimbabwéen du sous-bassin versant de la rivière Manyame auprès du GWP-Afrique australe et d'autres organismes pour les aider à préparer un plan de gestion locale de l'eau s'inspirant de la GIRE.

18. Il a fallu l'impact de l'ouragan Stan au Guatemala en octobre 2005 pour réaliser la nécessité de reformer les cadres légaux et institutionnels afin de permettre une approche coordonnée et intégrée de la gestion des catastrophes. Les solutions sont venues d'un atelier du Programme associé du GWP sur la gestion des crues organisé conjointement avec le Service d'alerte et de prévision et le Secrétariat de la planification du Guatemala et de son ministère de l'Agriculture sur la gestion intégrée des crues.

19. La faible gouvernance du bassin du Huatanay à Cusco au Pérou est reflétée par l'impact négatif de ses communautés sur l'environnement. La découverte et la compréhension de l'approche GIRE ont permis à l'ONG Guamán Poma de Ayala de promouvoir l'implication des gouvernements locaux et des populations, ce qui a conduit à accroître l'accès à l'eau potable, à l'eau d'irrigation, à permettre la recharge des aquifères, le contrôle de la pollution et la restauration progressive d'une rivière utilisée comme égoût. Une relation salubre entre la rivière et les gens est aussi favorisée.



« L'initiative du GWP pour promouvoir la GIRE dans la région est venue à un moment où nos pays, confrontés au défi de l'intégration européenne, devaient impérativement s'occuper de chaque aspect du problème. Nous soutiendrons les partenariats nationaux de l'eau encouragés par le GWP afin qu'ils deviennent de véritables forums publics incitant toutes les parties prenantes à participer. Nous encouragerons la GIRE avec une attention particulière pour les bassins fluviaux partagés. Pour satisfaire les objectifs de sécurité de l'eau dans la région, nous rechercherons en commun des moyens d'améliorer les processus d'investissement. Nous sommes conscients que relever ces défis requiert une détermination et un engagement réels de notre part, et nous promettons d'agir dans ce sens. »

EXTRAIT, DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET DE L'EST, MARS 2001, HONGRIE

« Nous mandatons les organisateurs de ce séminaire, c'est-à-dire le gouvernement du Maroc, le GWP-Méditerranée, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations unies pour l'Environnement (représenté par le Centre de collaboration sur l'eau et l'environnement), en étroite collaboration avec des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, régionaux et nationaux, pour... organiser une série de dialogues et de rencontres de suivi où des... « plans de route » facilitant la formulation de plans de GIRE nationaux seront présentés et discutés, en vue de bénéfices mutuels pour les pays et la région. »

EXTRAIT, DÉCLARATION, SÉMINAIRE DE RABAT SUR LA COOPÉRATION RÉGIONALE POUR LA PLANIFICATION EN MATIÈRE DE GIRE EN MÉDITERRANÉE, JANVIER 2006, MAROC

## Procurer des ressources intellectuelles

20. Le TAC Background Paper No. 4, *La Gestion Intégrée des Ressources en Eau*, a été traduit dans plus de 25 langues par des usagers et des institutions locales. Le GWP TEC paper *Catalyser le changement : manuel de développement de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et des stratégies d'efficience de l'eau* a été réimprimé plusieurs fois. Les « TEC papers » ont été systématiquement utilisés dans les groupes de travail des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

« La plus grande contribution du GWP qui vient à l'esprit fut le sponsorat actif de Financer l'eau pour tous. Cette publication traitait d'un sujet sérieux auquel, même maintenant, trop peu d'institutions s'intéressent vraiment, et elle allait au-delà des approches conventionnelles. »

RUTH MEINZEN-DICK,  
INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES  
POLITIQUE ALIMENTAIRES, USA







## CHAPITRE IV

# UN RÉSEAU FONDÉ SUR LA CONNAISSANCE



**P**our mieux gérer les ressources en eau, les gens ont besoin de nouvelles connaissances. Des preuves montrent qu'une petite amélioration des connaissances accroît considérablement les chances de réussite. Ceci est particulièrement vrai quand ces connaissances sont fondées sur l'expérience, pas seulement sur la théorie. Le GWP a un rôle capital à jouer dans ce domaine.

Les Principes de Dublin ont fourni le plan directeur de la gestion durable des ressources en eau. Leur transposition en action concrète fut un défi totalement distinct, un de ceux que le GWP a relevés et qu'il relève encore, en grande partie au moyen d'un programme de diffusion de connaissances et d'expertise.

Ces principes réclament une gestion plus prudente des ressources mondiales en eau, incitent à réfléchir sur sa fragilité et à préserver son avenir. Pour cela, selon eux, une approche nouvelle, « holistique », intégrée, de sa gestion est nécessaire. La consultation et l'implication des usagers de l'eau sont également indispensables, ce qui signifie l'introduction de mesures spéciales pour faire venir les femmes à la table des discussions.

Les dimensions sociales et sanitaires de l'eau étaient déjà bien appréciées. À celles-ci, la Déclaration de Dublin a ajouté, avec une certaine force, la notion controversée selon laquelle l'eau peut aussi offrir des bénéfices économiques. Il a été proposé, pour garantir la construction et l'entretien convenable des systèmes de distribution d'eau, que les coûts des branchements au réseau ne seraient facturés à leur pleine valeur qu'une fois les besoins humains de base satisfaits. Avec ce nouvel aspect, les Principes de

Dublin ont ainsi renforcé la nécessité de l'intégration – au sein des secteurs et entre eux – en tenant compte des problèmes d'équité sociale et des exigences environnementales, tout en insistant sur la valeur économique de l'eau.

### Les Principes de Dublin

1. L'eau douce est une ressource limitée et vulnérable, essentielle à la vie, au développement et à l'environnement.
2. Le développement et la gestion de l'eau devraient être fondés sur une approche participative impliquant usagers, planificateurs et décideurs à tous les niveaux.
3. Les femmes sont au cœur des processus d'approvisionnement, de gestion et de conservation de l'eau.
4. L'eau a une valeur économique pour tous ses usages concurrents et devrait être reconnue à ce titre comme un bien économique.

Bien que certains de ces éléments soient toujours sujets à débat, au plus haut niveau de décision, les principes et concepts de GIRE trouvent généralement une reconnaissance facile. Au Sommet de Johannesburg en 2002, pratiquement toutes les Déclarations ministérielles ont mentionné la nécessité de changement, et l'importance d'intégrer des considérations liées à l'eau dans la totalité des processus de développement nationaux. (Un pour-

centage très élevé a reconnu le mérite du GWP, alors dans sa sixième année, dans la catalyse de ce changement dans leur approche.) En effet, le plan d'action du Sommet appelait tous les pays à préparer des plans de GIRE et d'efficacité de l'eau avant 2005. L'application de ces principes aux situations du monde réel requiert leur transposition en préceptes de gestion compréhensibles. Une grande partie du travail du GWP est centrée sur cette mission pratique.

Le GWP est un acteur de l'effort global visant à diffuser les connaissances sur la GIRE. Il y contribue au moyen de ses publications, du ToolBox, de la formation et de tutoriaux dispensés par son réseau de développement de capacités, Cap-Net, d'ateliers et de réunions, ainsi qu'une palette de produits et d'outils de communication.

*« Transposer les Principes de Dublin en action concrète fut la clé. À cette époque – vers le milieu des années 1990 – les Principes de Dublin représentaient le guide général pour ceux qui s'intéressaient aux aspects théoriques de la gestion des ressources en eau. Ils avaient été adoptés par la Conférence des Nations unies en 1992, mais n'avaient pas été tellement développés en dehors de cet environnement académique. Le GWP les a retenus comme base de travail, les a développés, et les a rendus utilisables sur le plan pratique. »*

JOHAN HOLMBERG,  
ANCIEN SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DU GWP

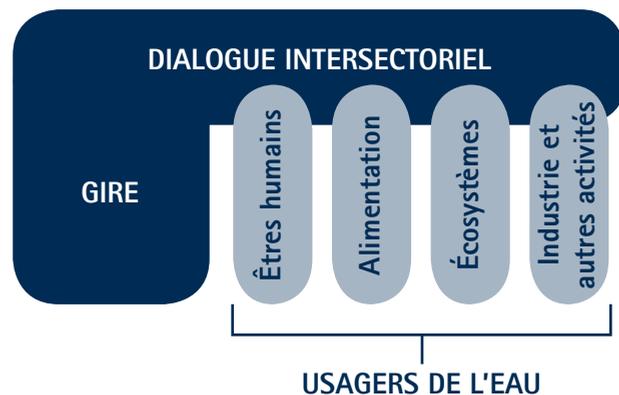
## Publications

Les publications du GWP sur la GIRE représentent le travail de consensus du Comité technique (TEC), un petit groupe de professionnels d'horizons très divers mais éminents représentant tous les continents et l'ensemble des grandes disciplines concernant l'eau. Le document *Gestion Intégrée des Ressources en Eau* est devenu la principale source d'information dans le monde sur les composantes de la GIRE. Il décrit ces composantes, bien qu'il ne présente pas de plan directeur pour leur application. Chaque pays rencontre des problèmes spécifiques, même si certains éléments peuvent être communs à tous. Dans la plupart des régions du monde, ce document a été traduit dans les langues locales et régionales, notamment l'arabe, le chinois, l'hindi et le cingalais, sans aucune aide financière du GWP. Aujourd'hui, il existe des éditions dans 25 langues.

De simples illustrations de ce document, comme le « peigne » représenté ici, permettent de souligner que la GIRE consiste à développer et gérer l'eau au sein des secteurs et à travers eux : environnement, agriculture, distribution d'eau et assainissement. De cette manière, le GWP a donné vie aux Principes de Dublin, en les rendant intelligibles pour tous.

## Le Peigne

La GIRE est le « levier intégrateur » qui nous amène de la gestion sectorielle à la gestion intersectorielle de l'eau.



« Le peigne du GWP a été utilisé pour définir la « portée de la gestion des ressources en eau » dans la stratégie sectorielle des ressources en eau de la Banque, et a donc une influence sur nos opérations »

CLAUDIA W. SADOFF,  
ECONOMISTE PRINCIPAL, CHEF DE PROJET  
RESSOURCES EN EAU, BANQUE MONDIALE

La collection des GWP *Background Papers* a été largement distribuée aux parties prenantes de l'eau dans le monde, grâce à son vaste réseau de partenariats. Cette collection, qui comprend le document sur la GIRE, couvre des sujets allant de la réglementation et de la participation du secteur privé, jusqu'à la gestion des risques, la gouvernance efficace de l'eau, la réduction de la pauvreté, et la gestion de l'eau et des écosystèmes, en passant par la valeur de l'eau en tant que bien économique et social. Le document intitulé *Lettre à mon ministre* traduit la GIRE dans le langage du politicien ordinaire. Il a été conçu pour aider les décideurs à tous les niveaux à comprendre la nécessité d'améliorer la gestion des ressources en eau, et les éléments afférents, en utilisant la GIRE.

« Le GWP concerne l'application de connaissances de disciplines différentes et les idées d'acteurs clés de l'eau pour inventer et mettre en oeuvre des solutions efficaces, équitables et durables répondant aux problèmes de l'eau et du développement les plus stimulants au monde »

ROBERTO LENTON,  
PRÉSIDENT DU COMITÉ TECHNIQUE, GWP

### La collection des Background Papers

- No 1 : *Regulation and Private participation in the Water and Sanitation Sector*, Judith A. Rees (1998)
- No 2 : *Water as a Social et Economic Good: how to Put the Principle into Practice*, Peter Rogers, Ramesh Bhatia et Annette Huber (1998)
- No 3 : *The Dublin Principles for Water as Reflected in a Comparative Assessment of Institutional and Legal Arrangements for Integrated Water Resources Management*, Miguel Solanes et Fernando Gonzales-Villarreal (1999)
- No 4 : *Gestion Intégrée des Ressources en Eau*, Comité technique consultatif du GWP (2000)
- No 5 : *Lettre à mon ministre*, Ivan Chéret (2000)
- No 6 : *Risk and Integrated Water Resources Management*, Judith A. Rees (2002)
- No 7 : *Gouvernance efficace de l'eau*, Peter Rogers et Alan W Hall (2003)
- No 8 : *Poverty Reduction and IWRM*, Comité technique (2003)
- No 9 : *Water Management and Ecosystems: Living with Change*, Malin Falkenmark (2003)
- No 10 : *...Integrated Water Resources Management (IWRM) and Water Efficiency Plans by 2005: Why, What and How?* Torkil Jønch-Clausen (2004)
- No 11 : *Urban Water and Sanitation Services: An IWRM Approach*, Judith Rees (2006)

### Dix éléments de GIRE prometteurs

Les solutions concernant l'eau sont toujours locales : chaque pays doit décider des priorités les plus importantes selon ses problèmes et ses objectifs. Néanmoins, les stratégies d'amélioration de la gestion des ressources en eau comprendront vraisemblablement ces dix éléments essentiels :

1. Soutien politique à un haut niveau.
2. Procédures favorisant le rassemblement régulier des principales parties prenantes de différents secteurs – ministères, secteur privé consommateur d'eau, représentants de l'environnement et autres.
3. Un intérêt pour les grands défis et problèmes posés par l'eau (y compris les OMD le cas échéant) et les améliorations nécessaires pour accélérer le développement.
4. Les processus par lesquels les parties prenantes sont tenues informées et prennent part dans les décisions de gestion ; mesures pour impliquer les femmes et les pauvres.
5. Un inventaire des besoins en développement de capacités, un autre sur les capacités institutionnelles.
6. Fonds garantis pour les investissements dans les infrastructures, le développement des capacités et des institutions ; sources de financement identifiées ; accord sur le financement opérationnel en cours, par voie d'imposition ou clients.
7. Une évaluation de référence des ressources physiques en eau par bassin.
8. Des processus de diffusion de l'information.
9. Des liens appropriés aux plans de développement nationaux, aux stratégies de réduction de la pauvreté et aux accords internationaux et/ou transfrontaliers sur la biodiversité.
10. Accord sur un plan de route pour les changements, les étapes et les échéances ; un système établi d'évaluation et de suivi des progrès de la réforme de la gestion des ressources en eau.

« Il est apparu rapidement que d'autres aspects de la gestion des ressources en eau devaient être clarifiés, définis dans un sens plus pratique ou même introduits dans le processus de décision. Le sujet de la gestion des risques dans le domaine de l'eau était sans aucun doute l'un des plus importants dans le programme du GWP car il présentait ce problème essentiel d'une manière qui n'était pas largement reconnue dans la communauté de l'eau. »

IVAN CHÉRET, ANCIEN MEMBRE  
DU COMITÉ TECHNIQUE, GWP

Les publications du GWP jouent un rôle dans l'accélération des efforts nationaux pour atteindre les objectifs de GIRE et de planification de l'efficacité de l'eau fixés par le Sommet mondial de 2002 sur le développement durable. On peut citer par exemple un manuel pratique, *Catalyser le changement : manuel de développement de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et des stratégies d'efficacité de l'eau*, ainsi qu'une collection de synthèses techniques et de principe (voir encadré). En fournissant les outils permettant de mettre la planification stratégique de la GIRE sur les rails, ce manuel et les synthèses s'attaquent aux problèmes clés et aux principaux obstacles du processus de planification. Ils contiennent des leçons tirées par des pays bien avancés dans le processus qui profitent à ceux qui en sont aux prémices de leurs programmes de planification.

« La GIRE n'est pas un plan, c'est un processus. Chaque pays doit choisir de quelle façon il doit la mettre en œuvre. »

APICHART ANUKULARMPHAI,  
PRÉSIDENT, PARTENARIAT DE L'EAU POUR LA THAÏLANDE

## La collection Catalyzing Change

*Catalyzing Change: A handbook for developing integrated water resources management (IWRM) and water efficiency strategies*

### Technical briefs

- No 1: *Checklists for change: Defining areas for action in an IWRM strategy or plan*
- No 2: *Tools for keeping IWRM strategic planning on track*
- No 3: *Monitoring and evaluation indicators for IWRM strategies and plans*
- No 4: *Taking an integrated approach to improving water efficiency*
- No 5: *Mainstreaming gender in integrated water resources management strategies and plans: Practical steps for practitioners*

### Policy briefs

- No 1: *Unlocking the door to social and economic growth: How a more integrated approach to water can help*
- No 2: *Water and sustainable development: Lessons from Chile*
- No 3: *Gender mainstreaming: An essential component of sustainable water management*

### IWMI-GWP water policy briefings

- IWMI-GWP wastewater policy briefing*
- IWMI-GWP multiple uses water policy briefing*

La plupart des partenariats régionaux éditent des publications pour partager leurs connaissances sur la GIRE. Par exemple, en Amérique du Sud, les membres régionaux du GWP ont favorisé l'échange de connaissances et d'expériences sur la GIRE, assurant le développement et la production du journal *Gestion de l'eau en Amérique latine (REGA)*. Quatre numéros de REGA ont été publiés depuis son lancement en 2004. Des membres du GWP font partie des comités de rédaction exécutif et associé. Le journal est publié sous forme papier et électronique et est accessible sur le site Web de l'Association brésilienne des ressources en eau.

De même, les Programmes associés constituent un ensemble de matériels utiles, disponibles gratuitement sur leurs sites. Par exemple, Groundwater Management Advisory Team (GW-MATE) soutenu par la Banque mondiale a développé une collection de Notes d'information et d'études de cas qui illustrent les leçons tirées de ses travaux dans diverses parties du monde. Il s'agit de livrets de conseils comme *Groundwater Legislation and Regulatory Provisions* et de profils de cas tels que *The Guarani Aquifer Initiative for Transboundary Groundwater Management*. L'Alliance genre et eau, soutenue par le PNUD, a récemment sorti le *Gender and IWRM Resource Guide* – un document de référence complet destiné à aider les professionnels et les praticiens à faire de l'égalité des sexes une question centrale dans l'utilisation et la gestion des ressources en eau.

## Le ToolBox

Le ToolBox sur la GIRE, lancé en décembre 2001 lors de la Conférence internationale sur l'eau douce à Bonn, a été conçu comme une ressource dynamique et évolutive portant sur des approches intégrées du développement, de la gestion et de l'utilisation des ressources en eau. Structuré autour des trois sphères d'activité qui doivent être développées et renforcées simultanément pour garantir un système de gestion efficace de l'eau – l'environnement favorable, rôles institutionnels et instruments de gestion – le ToolBox soutient les décideurs et professionnels de l'eau en offrant un accès facile à des conseils et des informations pratiques relatifs à l'établissement d'une meilleure gestion de l'eau sur les plans national et local. Cela comprend des informations et études de cas concernant des plans, des stratégies et des questions de principe. Après avoir identifié les options correspondant à un problème particulier, les utilisateurs peuvent sélectionner une série et un mélange approprié d'outils et de cas types afin de les appliquer dans n'importe quel pays, contexte et situation. Le ToolBox est disponible sur Internet, sur CD-ROM et sur papier en anglais et en espagnol. Du fait de connexions Internet lentes dans certains pays, le CD est très demandé.

Qui utilise le ToolBox? Quelle est sa véritable utilité? Conjointement avec trois organismes japonais – le Forum de l'eau, l'Institut national des infrastructures et du sol, et l'Association des ressources en eau – le GWP a fait un sondage en octobre 2004 en posant 20 questions aux abonnés du ToolBox. Les résultats de l'enquête et leur analyse permettent de cibler les améliorations à apporter.

La plupart des utilisateurs sont des éducateurs, des formateurs, des universitaires et/ou des spécialistes de la gestion de l'eau. Plus de 80 % des personnes interrogées sont titulaires d'un diplôme de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycle, et un cinquième des utilisateurs sont des décideurs.

Les principales utilisations identifiées par les personnes interrogées étaient les conseils sur la planification de la GIRE, la recherche de matériel de référence et une motivation pédagogique. Dans ces domaines, le ToolBox représente une contribution vitale pour la formation de la prochaine génération de gestionnaires de l'eau.

*« Le ToolBox est actuellement utile comme outil d'éducation, c'est pourquoi il a un bon potentiel pour devenir une plate-forme de diffusion de la GIRE car une nouvelle génération sera prête à appliquer ces outils. »*

LOW KWAI SIM,  
SPÉCIALISTE DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION  
EN GESTION DE L'EAU, MALAISIE

## **Dossiers du ToolBox : transfert de connaissances à l'Asie centrale**

Certaines régions du GWP partagent un passé commun. C'est le cas de la Communauté d'Etats Indépendants (CEI) d'Asie centrale, constituée de pays indépendants depuis peu cherchant leur voie après la disparition des économies planifiées centralisées de l'ère soviétique. Chaque pays recèle d'abondantes ressources intellectuelles de qualité, mais le développement économique reste problématique. Dans cette région, l'environnement a été ravagé. Le désastre de la mer d'Aral en est la manifestation la plus dramatique.

Le ToolBox est utilisé en Europe centrale et de l'Est depuis 2001 pour appuyer l'introduction d'approches holistiques d'une gestion plus durable de l'eau. En 2003, des collègues du GWP dans cette région ont permis de répandre l'utilisation du ToolBox vers le GWP-Asie centrale et le partenariat du Caucase en organisant une série d'ateliers de développement de capacités. Le GWP-Asie centrale a estimé que, de cette façon, le ToolBox pouvait traverser les frontières régionales parce qu'il permet aux utilisateurs de fabriquer sur mesure un panier d'options – un mélange d'outils, plus des études de cas associées, des références et des liens Internet – précisément adapté à un aspect spécifié ou une phase d'introduction des approches holistiques de la gestion des ressources en eau.

Alors que les principes de GIRE étaient plutôt bien connus en Asie centrale, leur application à des politiques et des pratiques restaient à la traîne. Pour y remédier, quatre ateliers supplémentaires se sont tenus en 2004–2005, chacun limité à 20 participants aux disciplines et forma-

tions très variées issus de gouvernements et d'ONG. Ces ateliers ont couvert la gestion et la planification de l'eau, la transposition de politique en loi, l'intégration de l'économie dans la planification et la politique, l'implication du public, la négociation en cas de conflit et la sensibilisation. Le fait que les pays d'Asie centrale commencent à déposer leurs propres études de cas dans le ToolBox montre l'importance de ces petits pas dans la progression de l'agenda de la GIRE.

Beaucoup de gens trouvent le ToolBox utile. D'après les partenaires du GWP en Amérique centrale, il a même été utilisé pour atteindre des organisations populaires et des acteurs sans éducation supérieure. De telles applications, cependant, seraient plus efficaces si le ToolBox était enrichi d'études de cas conçues pour inciter les gens à agir dans leur région. Des enseignants de l'Institut de technologie et d'études supérieures de Monterrey, au Mexique, connaissaient bien le ToolBox et l'utilisaient comme outil d'enseignement, tandis qu'un certain nombre d'étudiants s'intéressaient au développement d'études de cas.

### **Dossiers du ToolBox : aide à la planification au Costa Rica**

Le Costa Rica représente moins de 0,5 % de la superficie mondiale, mais les biologistes pensent qu'il abrite jusqu'à 500 000 espèces, peut-être 4 à 5 % de la biodiversité terrestre de la planète. Protéger l'habitat et les services

environnementaux fournis par les forêts tropicales et les cours d'eau du pays est donc vital, pour la diversité des espèces comme pour l'économie nationale. Mais deux problèmes majeurs sapent les efforts dans cette zone : l'usage inefficace de l'eau pour l'irrigation et l'état de dégradation du bassin fluvial de Tarcoles, dont la vallée centrale accueille une grande partie de la population humaine du pays.

Carlos Espinoza, conseiller en administration, appelé pour aider le gouvernement dans les aspects institutionnels et d'investissement de son opération de planification de l'eau, était motivé pour bien faire comprendre les bénéfices d'un plan de gestion intégrée de l'eau pour le pays, et pour utiliser le Toolbox à cette fin. Ce dernier, d'après lui, « rendrait possible l'analyse des ressources financières dont nous aurons besoin et la définition de priorités, étape par étape. » Jusque-là, raconte-t-il, chaque institution devait se rendre auprès des autorités financières pour demander des fonds pour leur projet. « Mais le gouvernement ne dispose pas d'une procédure d'harmonisation, d'approbation ou de rejet des projets en fonction des besoins et des priorités, permettant de mettre en relation ressources et exigences. Beaucoup trop de problèmes sont traités dans l'isolement. »

*« Je crois aussi que le ToolBox a toujours un profil trop bas parmi les parties prenantes de mon pays. Pas assez de gens connaissent son existence même, y compris ceux qui occupent des postes de décision. En fait, vous devez diriger le mouvement vers le ToolBox. Un peu de spam serait le bienvenu ! »*

JAIME ECHEVERRÍA, ÉCONOMISTE SPÉCIALISÉ EN  
AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT, COSTA RICA

Jaime Echeverría, économiste spécialisé en agriculture et environnement, également membre de l'équipe de planification nationale et utilisateur du ToolBox, a analysé le côté demande de l'équation sur l'eau au Costa Rica, notamment l'efficacité de son usage en agriculture, dans l'industrie, les foyers et autres milieux. « Pour moi, les outils du ToolBox procurent une bonne base de connaissances sur la gestion intégrée des ressources en eau. C'est une façon formidable d'apprendre ce qui se passe dans nos pays », déclare-t-il.

« Je ne suis pas un spécialiste de l'eau, et la première chose qu'il m'a fallu faire était d'organiser ma pensée au sujet des problèmes d'eau. J'ai fini par diviser mon document selon la même structure en trois parties [utilisée dans le ToolBox] : l'environnement favorable, le cadre institutionnel et les instruments de gestion. Le ToolBox m'a donc apporté un modèle pratique pour analyser ce qui est nécessaire pour une bonne gestion de l'eau. »

### Un réseau de développement des capacités

Il y a un besoin urgent à former des professionnels afin qu'ils comprennent comment faire une réalité de la gestion équitable et durable de l'eau. En réponse à ce besoin, le GWP a travaillé avec le PNUD pour définir un Programme associé sur le développement de capacités. Le réseau mondial qui en a résulté, Cap-Net, rassemble des professionnels de l'eau et autres parties prenantes à travers le monde, reliant actuellement plus de vingt réseaux nationaux et régionaux s'engageant à partager expériences

et connaissances. Les échanges sud-sud sont particulièrement importants, puisqu'ils partagent l'expérience de la réforme des secteurs de l'eau dans les pays en voie de développement. Des documents de formation développés par les participants de Cap-Net sont disponibles en anglais, français et espagnol.

*« Le rôle de soutien de Cap-Net dans le développement du Réseau arabe de gestion intégrée des ressources en eau (AWARENET) et des capacités de ses membres a contribué à rendre accessibles au réseau des ressources et des documents de formation, à soutenir les activités du réseau, à fournir un support technique dans la mise en œuvre de la GIRE, à soutenir et encourager le secrétariat et les membres dans leur élan. »*

ROULA MAJDALANI, COORDINATEUR, AWARENET

Parmi les réseaux coopérant avec Cap-Net, on peut citer : le réseau arabe pour la GIRE (AWARENET), le réseau latino-américain de formation et d'éducation à l'eau (LA-WETnet), le réseau des Institutions éducatives d'Amérique centrale (REDICA), WaterNet, un réseau de départements universitaires et de centres de formation et de recherche d'Afrique australe se spécialisant dans l'eau, le Consortium d'Asie du Sud pour l'étude interdisciplinaire des ressources en eau (SaciWATER), et les réseaux régionaux et nationaux du GWP pour le développement de capacités en Asie du Sud et du Sud-Est.

Les connaissances et l'expertise doivent être ancrées dans les institutions locales si le développement de capacités est destiné à être durable. Par conséquent, Cap-Net concentre son attention sur les principaux organismes

d'apprentissage au niveau local (universités, centres de formation et ONG) en les encourageant à donner des cours sur la gestion de l'eau qui englobent les approches plus larges de la GIRE.

Les cours donnés au niveau mondial par Cap-Net couvrent des sujets comme les principes d'une meilleure gestion de l'eau, la formation des formateurs et les questions d'égalité des genres dans la gestion de l'eau. Cependant, comme la responsabilité de diffuser les connaissances apportées par les cours incombe aux réseaux locaux, Cap-Net s'efforce de s'assurer que les cours sont organisés et financés localement.

*« Chacun a amélioré ses connaissances sur la GIRE, et nous avons appris de nouvelles stratégies pour identifier les principales parties prenantes : une composante essentielle du processus. Nous avons noué de nombreux contacts relationnels utiles qui nous aideront à renforcer la coordination et la coopération dans nos efforts de développement de capacités, en particulier parmi nos réseaux régionaux et nationaux. »*

KOJO KPORDZE,  
COORDINATEUR, RÉSEAU DE DÉVELOPPEMENT  
DE CAPACITÉS D'AFRIQUE DE L'OUEST, GHANA

## Tutoriel de base sur la GIRE

Que signifie réellement « gestion intégrée des ressources en eau » ? Pourquoi est-elle importante ? Les choses seraient-elles pires sans elle ? Pourquoi devons-nous l'introduire ? Pourquoi tout le monde ne l'applique pas déjà ?

Des questions comme celles-ci surgissent invariablement dans les cours de 3<sup>e</sup> cycle et les programmes de formation continue des formateurs. Les réponses se trouvent dans la documentation publiée par le Comité technique et dans les documents de formation fournis par le ToolBox. Cap-Net a utilisé ces ressources pour constituer un *Tutoriel de GIRE* qui présente sommairement la GIRE et qui peut être adapté pour servir partout dans le monde.

*« En Thaïlande, nous apprécions le CD-ROM, la formation et les réunions sur la GIRE organisées par le GWP. »*

LERSAK REWTARKULPAIBOON, DIRECTEUR,  
INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION,  
DÉPARTEMENT ROYAL DE L'IRRIGATION, THAÏLANDE

Le *Tutoriel de GIRE* est disponible sous forme de brève présentation en couleurs à projeter sur écran. Il explique le concept de GIRE et montre comment les différents usages de l'eau dans différents secteurs – l'environnement, l'agriculture, l'industrie, l'énergie, l'eau potable et l'assainissement – sont mutuellement concernés. Il est destiné aux décideurs, aux gestionnaires de l'eau, aux formateurs et aux éducateurs qui ont besoin d'une compréhension basique des principes de GIRE. Ce tutoriel est disponible en anglais, français, portugais et espagnol.

## Les outils en service

Pour aider les pays membres de l'ONU dans le traitement des problèmes de pénurie d'eau, la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Ouest de l'Asie s'intéresse au développement de capacités qui intègre les principes de GIRE. Développée avec l'aide de spécialistes de l'eau de la région et de membres de AWARENET, la mallette pédagogique de base de l'agence s'inspire du tutoriel et du ToolBox du GWP. Cette mallette est ensuite personnalisée pour aborder les priorités de l'eau dans différents pays et régions et pour atteindre différents groupes de parties prenantes.

Le Brésil travaille avec la GIRE depuis 1997, date à laquelle la législation la concernant a été approuvée par le parlement. Depuis, le défi a été de diffuser le concept et de l'appliquer concrètement. Dans un premier temps, des institutions comme l'Agence brésilienne de l'eau, le

Conseil national et le Fonds de recherche sur les ressources en eau ont été créés. Le Brésil s'est servi d'autres pays latino-américains et lusophones comme points de référence dans son travail d'adaptation et d'adoption de l'approche de GIRE. Le GWP a participé à cette approche, en aidant le développement de capacités et le transfert de connaissances au sein du pays et en provenance de l'extérieur. Des cours, des séminaires et des ateliers, des publications et un site Web ont été développés en collaboration avec Cap-Net-Brésil et Cap-Net mondial, qui ont produit les tutoriaux de GIRE et de développement de capacités en portugais pour soutenir cet effort.

*« La construction de la gestion intégrée et durable des ressources en eau est un processus à long terme dans lequel chaque société doit puiser ses propres chances de réussite. »*

CARLOS E M. TUCCI, PROFESSEUR,  
L'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE DE RIO GRANDE DO SUL, BRÉSIL





The image features a vertical strip on the left side showing the silhouettes of several people, likely women, carrying large, cylindrical water containers on their heads. They are walking against a bright, hazy sky. The rest of the image is a solid dark blue background with white text.

## CHAPITRE V

# LA RÉUSSITE PAR LE PARTENARIAT



**R**ecueillir des histoires de succès sur la gestion des ressources en eau n'a rien de facile. L'impact définitif des actions entreprises aujourd'hui ne se verra que dans de nombreuses années. Nous pouvons, toutefois, saisir des instantanés – de gens, de lieux, de l'état des ressources en eau et de cadres légaux et réglementaires qui l'influencent – illustrant les progrès dans le temps. Le présent chapitre présente une sélection de ces instantanés.

De quoi est constitué le succès ? Nous avons appris que la création de partenariats est un catalyseur de réussite car elle pose les fondations d'actions concertées ou collectives. Nous avons aussi appris l'importance du pouvoir. Ces deux critères peuvent sembler s'opposer, mais en fait ils doivent fonctionner en tandem si l'on veut faire avancer les choses. En Thaïlande, par exemple, le partenariat régional du GWP a participé à la sensibilisation à une meilleure gestion de l'eau, mais il a pris un leader du gouvernement pour convertir cette sensibilisation en action. La réussite a donc besoin de partenariats et de leaders : une association potentiellement explosive qui garde le GWP vivant et dynamique.

Partenariat est un mot à la mode et considéré par certains comme « doux ». Mais il a un côté dur : il signifie non seulement le développement de relations et l'écoute de différents points de vue, mais aussi des choses comme s'attaquer à des intérêts personnels, éviter « l'appropriation de l'agenda » par des groupes sectoriels et rassembler des institutions en concurrence pour la même tranche fine d'un budget gouvernemental déjà maigre. Les partenariats peuvent, alors, se révéler très durs. Des expériences déjà

vécues de par le monde (Europe, Afrique et Asie) suggèrent qu'ils peuvent faire vraiment la différence. Dans certains cas, ils ont permis de faire remonter nettement l'eau dans l'agenda national ; dans d'autres, ils ont apporté des bénéfices au village le plus reculé. Grâce à ses partenariats, le GWP facilite et influence – deux autres mots « doux » qui masquent un processus politique complexe. Nous facilitons les discussions et les négociations nécessaires pour construire le consensus du changement. Et à travers ce processus, nous essayons d'influencer la politique de l'eau, la loi, la réforme institutionnelle – aspects souvent dirigés par le capital national – de sorte qu'ils aboutissent à une amélioration de la santé, une réduction de la pauvreté, un environnement mieux conservé, un meilleur statut pour les femmes – et quantité d'autres biens publics.

Nous ne pouvons donner que quelques illustrations des histoires de succès de la dernière décennie. Les réussites sont souvent de petites innovations qui n'ont rien d'excitant à la lecture, malgré leur potentiel à changer la vie des gens à plus long terme. C'est généralement pour cette raison qu'elles ne sont pas répertoriées. Tout d'abord, nous devons reconnaître tous les petits pas (et parfois les grands) faits par les partenariats régionaux et nationaux de l'eau, qu'ils aient été documentés ou pas et qui peuvent donc être racontés ici. Tous les pas en direction de la GIRE, petits et grands, notoires et méconnus, ont autant d'importance.

*« La formation du partenariat de l'eau du Mozambique permet à un haut conseiller sur l'eau du gouvernement et à un activiste anti-barrage de s'asseoir côte à côte pour discuter de leurs posi-*

*tions sur le développement des infrastructures tout en prenant petit déjeuner, déjeuner et dîner au Swaziland. »*

VANESSA CABANELAS, REPRÉSENTANTE ONG (JUSTICE ENVIRONNEMENTALE), MOZAMBIQUE

*« Le terme partenariat est très significatif. Il signifie que des individus avec des intérêts sectoriels peuvent se rencontrer avec des objectifs communs en tête. C'est un mot qui fait tomber les barrières. »*

TAN SRI SHAHRIZAILA ABDULLAH,  
ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT MALAIS  
DE L'IRRIGATION ET DU DRAINAGE, MALAISIE

### Changer la gestion de l'eau en Asie du Sud-Est

Le GWP-Asie du Sud-Est fut l'un des premiers réseaux régionaux à être créé. Formé en 1997, ses membres fondateurs sont l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Viêt Nam. Le Cambodge et le Laos les ont rejoints en 2000. Le partenariat travaille étroitement avec l'ASEAN, et sa réalisation la plus importante est peut-être d'avoir inséré le concept de GIRE dans l'agenda de l'ASEAN. Cela s'est passé en 2003, lorsque les dirigeants de l'ASEAN ont convenu de créer un groupe de travail sur la gestion des ressources en eau.

L'une des raisons pour lesquelles les pays membres de l'ASEAN ont embrassé la GIRE est son adaptabilité aux situations locales. La GIRE n'est pas un plan mais un processus unique pour chaque pays. Il ne s'agit pas d'une approche de haut en bas mais plutôt d'une implication de chacun en faisant en sorte que tous adhèrent à l'idée, induisant un consensus pour le changement.

« Le concept entier de GIRE relève vraiment du bon sens. Désormais, nous n'aurons plus différents départements en concurrence budgétaire pour faire la même chose. Il sera moins cher et plus efficace de gérer l'eau. »

DATUK KEIZRUL ABDULLAH, DIRECTEUR GÉNÉRAL,  
DÉPARTEMENT DE L'IRRIGATION ET DU DRAINAGE, MALAISIE

Lors de la première rencontre du GWP en Asie du Sud-Est, à Manille en 1997, des représentants des cinq pays fondateurs ont réalisé brusquement que des approches intégrées du développement, de la gestion et de l'utilisation des ressources en eau représentaient une bonne avancée dans le traitement de leurs problèmes. Ces pays se développaient rapidement, mais les problèmes d'eau étaient nombreux.

Les représentants avaient été choisis soigneusement par le GWP pour leur aptitude à pousser l'agenda de la GIRE dans leur pays. Des représentants du GWP en Thaïlande, par exemple, ont présidé le groupe de travail qui a conçu l'organigramme des nouveaux départements du pays pour les ressources en eau. Aujourd'hui, la Thaïlande fait des enjambées remarquables en adoptant la GIRE. Auparavant, il existait plus de 40 départements dans 9 ministères pour gérer l'eau ; désormais, ils ne sont plus que 4 ou 5 départements dans 3 ministères.

Quelques mois après la première réunion du partenariat GWP-Asie du Sud-Est, la Malaisie a mené une consultation nationale sur la GIRE qui a conduit à la création d'une nouvelle organisation, le partenariat de Malaisie pour l'eau. Cela a contribué à faire pression en faveur d'une meilleure gestion de l'eau à travers le pays. Il a aussi

été question d'un nouvel organisme de coordination en vue de rassembler tous les états et les secteurs, de sorte que les décisions de principe puissent être prises sur une base commune. Cet organisme, le Conseil national des ressources en eau, est présidé par le Premier ministre. En 2001, ce Conseil a formé un réseau pour convaincre les institutions de formation d'adopter les nouvelles approches et de dispenser de nouveaux programmes de formation pour les professionnels de l'eau.

Le Conseil a également encouragé les consultations au niveau du bassin fluvial sur l'eau pour l'environnement, l'eau pour l'alimentation, et l'eau pour la population. Ces consultations ont permis une meilleure compréhension des relations entre les différents secteurs et de la néces-

sité de travailler ensemble pour résoudre les conflits. Ce dialogue a aussi abouti à la création du Forum national sur l'eau en 2004. Ces activités, combinées à l'implication des parties prenantes depuis le début, ont énormément contribué à l'émergence d'un consensus sur le mouvement en direction de la GIRE.

L'Indonésie a aussi essayé d'adopter des approches plus intégrées de la gestion de ses ressources en eau. En 2004, une loi sur les ressources en eau vieille de trente ans a été modifiée pour inclure le concept de GIRE. La nouvelle loi reconnaît que l'eau a des fonctions sociales, écologiques et économiques, et souligne la participation des parties prenantes. Elle exige du Conseil national des ressources en eau qu'il accueille des parties prenantes d'horizons variés

### **Restructurer les institutions**

Avant le GWP, l'eau dans les pays d'Asie du Sud-Est était traditionnellement gérée par différents ministères qui se concurrençaient mutuellement. Chaque secteur menait des activités relevant de son domaine de responsabilité, souvent en contradiction avec ce que les autres secteurs essayaient de faire. Aujourd'hui, la Thaïlande, la Malaisie et le Viêt Nam disposent chacun d'un ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, qui intègre tous les départements qui gèrent l'eau en tant que ressource.

Examinons plus attentivement le cas de la Malaisie. Avec la formation du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement (NRE) en 2004, la plupart des départements et agences s'occupant des ressources naturelles

travaillent désormais sous le même toit, ce qui se traduit par une bien meilleure coordination et intégration dans l'exécution des tâches. Le NRE est chargé de gérer l'eau en tant que ressource, en adoptant une approche intégrée et holistique. Deux autres ministères, celui de l'Energie, de l'Eau et des Télécommunications, et celui de l'Agriculture, gèrent l'eau en tant que service public, en se concentrant sur l'amélioration de la prestation de services. Jusqu'à il y a deux ans, l'eau potable seule était gérée par trois entités différentes aux intérêts divergents. La distribution d'eau était administrée par le département de Production d'eau potable, les nappes phréatiques par le département des Minéraux et des Sciences de la Terre (sous l'égide de gouvernements fédéraux) et l'approvisionnement en eau des zones rurales par le ministère de la Santé.



en tant que membres, et exige des autorités décentralisées pour préparer un plan de gestion de l'eau pour les bassins fluviaux placés sous leur responsabilité. Ce sont des changements importants, si l'on considère qu'auparavant la loi indonésienne sur l'eau ne s'intéressait qu'au développement des infrastructures pour l'eau et l'irrigation, et que seuls des fonctionnaires du gouvernement pouvaient être membres du Conseil.

### **Comment le GWP a aidé le Maroc dans sa politique de l'eau**

Bien que le Maroc possède plus d'eau que la plupart des autres pays d'Afrique du Nord, il n'en a pas assez pour satisfaire ses besoins en développement. Le pays est déjà aride et il le deviendra de façon chronique d'ici les deux prochaines décennies. Par conséquent, le Maroc entreprend actuellement une réforme complète de son secteur de l'eau, passant de l'exploitation des ressources à une meilleure gestion.

Dans le cadre de cette réforme, le Maroc a récemment fait une étude sur la tarification de l'eau. Cette étude s'appuyait sur un important travail conceptuel de récupération des coûts effectué par le Comité technique du GWP. Ce travail s'est avéré utile pour le gouvernement dans la formulation de ses propres propositions de changement dans ce domaine sensible.

Le réseau régional du GWP a aussi été précieux pour le Maroc en raison de son accès aux expériences d'autres pays. Le Maroc a été frappé par une sécheresse sévère en

2005. Lorsque le gouvernement a développé un programme national destiné à limiter les effets de la sécheresse, des experts des Etats-Unis, d'Afrique du Sud et d'Australie – trois pays ayant la réputation de bien composer avec celle-ci – ont été contactés par le réseau.

Ces experts ont donné leur avis sur la manière dont leur pays approchait le problème et sur les processus utilisés pour développer leurs politiques et stratégies. Ces trois pays ont élaboré des stratégies de gestion de la sécheresse fondées sur l'évaluation des risques. Auparavant, le Maroc n'avait envisagé la sécheresse que dans des termes de risque lié au climat, mais avec le concept d'évaluation des risques, d'autres facteurs devaient être pris en compte, notamment la vulnérabilité humaine. Réduire la vulnérabilité signifiait que la politique de développement rural et agricole nécessitait une refonte massive pour encourager la diversification. L'un des effets concrets fut d'inciter les fermiers non seulement à cultiver des plantes plus résistantes à la sécheresse, mais aussi de faire pousser des céréales destinées uniquement à la consommation humaine car elles sont moins sévèrement touchées par la sécheresse. L'approche générale de la cartographie de la comptabilité des sols avec différentes cultures et le bétail devait changer. Sur la base de cette nouvelle approche, le Maroc a développé une stratégie pour l'agriculture avec l'année 2020 pour horizon.

Dans ce processus, le Maroc a estimé qu'il était indispensable de s'entretenir avec des gens qui l'avaient fait auparavant, afin de connaître les méthodes qu'ils avaient utilisées et les résultats obtenus, et de découvrir les forces et les écueils du processus. Le réseau du GWP a réussi à

apporter une contribution précieuse en rassemblant les bonnes personnes.

*« Le GWP a contribué aux avancées du concept de GIRE dans la région Pacifique. Un discours essentiel a été prononcé en 2002 lors d'une rencontre sur la gestion durable de l'eau. Le plan d'action de la région Pacifique adopte une approche holistique pour atteindre la GIRE. Le Fonds pour l'environnement mondial finance actuellement un programme de GIRE dans le Pacifique. Une réunion du GWP à Accra représente un autre jalon important où fut formée la base du programme pour la gouvernance de l'eau financé par l'Union européenne, actuellement mis en œuvre par la SOPAC dans trois pays insulaires du Pacifique. »*

MARC OVERMARS, CONSEILLER EN EAU  
À LA COMMISSION DES SCIENCES APPLIQUÉES DE LA  
TERRE DU PACIFIQUE SUD (SOPAC), FIJI

### **Introduire la gestion holistique de l'eau au Zimbabwe**

La gestion de l'eau au Zimbabwe est déléguée au niveau local, tout en conservant l'esprit de l'approche de GIRE. La loi gouvernementale sur l'eau de 1998 exige de l'Autorité nationale pour l'eau qu'elle travaille avec des conseils de bassin versant ou de sous-bassin pour préparer des plans schématiques de gestion locale, reposant sur les principes et pratiques de GIRE. L'application de cette loi n'est pas simple : le développement des plans progresse lentement, les conseils de bassin versant et de sous-bassin ont besoin d'une formation d'urgence, et la plupart des

gens concernés en savent peu sur la loi ou sur la GIRE.

En 2004, le Conseil du bassin versant de Manyame, l'un des sept conseils du pays, a demandé de l'aide au GWP-Afrique australe pour remplir ses obligations conformément à la loi. C'est le Conseil du sous-bassin de la rivière Manyame qui avait particulièrement besoin d'une assistance dans le développement d'un plan schématique. D'autres partenaires ont également été impliqués : l'Autorité nationale pour l'eau, qui a fourni aide financière et technique ; le réseau africain pour l'eau (WaterNet), qui a mené et supervisé le travail sur le terrain nécessaire ; et l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI), qui a apporté les fonds supplémentaires pour les étudiants recrutés pour le travail de terrain.

*« Développer un plan de gestion locale de l'eau dans le bassin versant de la rivière Manyame fut une tâche difficile, et je suis très reconnaissant au GWP-Afrique australe d'avoir permis que cela se fasse. »*

M. MUNYORO, SECRÉTAIRE, CONSEIL DU  
SOUS-BASSIN DE LA RIVIÈRE MANYAME, ZIMBABWE

Dans sa présentation d'une approche holistique intégrée de la gestion de l'eau, le Conseil a souligné l'importance d'étudier les rôles institutionnels, d'identifier les instruments de gestion appropriés, et de créer un environnement favorable parmi la communauté et les politiciens locaux. Le Conseil a aussi expliqué que l'approche intégrée était le moyen de relever le défi de l'équilibre des trois « E » : efficacité économique, équité sociale et environnement durable. Le GWP ToolBox fut utilisé pour guider le

processus de développement des plans en s'arrêtant sur les domaines clés nécessitant un changement.

Le travail sur le terrain comportait deux éléments majeurs : les évaluations et la portée. Les évaluations estimaient non seulement les ressources disponibles et comparaient celles-ci avec les exigences pesant sur elles, mais définissaient aussi ce qui était nécessaire pour améliorer la gestion de l'eau et de l'environnement. La portée était utilisée pour sensibiliser et établir un consensus ; elle a permis aux gens de sentir que quelqu'un était à l'écoute de leurs besoins.

L'initiative de la rivière Manyame a montré les besoins en capacités institutionnelles appropriées, et l'attention minutieuse à accorder aux besoins – parfois très urgents – des parties prenantes. La leçon essentielle à tirer pour les futures initiatives de ce type réside dans la nécessité d'apporter des bénéfices immédiats à la population locale. Dans cet exercice, des espérances suscitées n'ont pas pu être satisfaites avec les fonds limités disponibles.

Mais les réalisations ont toutefois été substantielles. Le GWP-Afrique australe, le Conseil et leurs partenaires ont réussi à « décomposer » la GIRE, en traduisant la théorie en pratique. Ils ont renforcé la compréhension, les capacités et l'implication de la population, en l'aidant à apprécier la complexité de la gestion des ressources en eau de manière durable. Ce processus a abouti à un paiement amélioré des taxes. Il a également permis de résoudre plusieurs conflits graves, entre les chercheurs d'or et les fermiers récemment réinstallés, par exemple. La population du sous-bassin versant est manifestement plus consciente désormais de la valeur des approches intégrées qui font

tomber les barrières sectorielles. En outre, le gouvernement du Zimbabwe a déjà lancé un projet similaire dans le bassin versant du Gwayi.

### **Faire pression en faveur d'une meilleure gestion de l'eau au Bénin**

Promouvoir des idées sur une meilleure gestion de l'eau peut s'avérer une démarche descendante, l'initiative venant des institutions œuvrant au niveau national, comme les ministères et les directions générales de l'eau, plutôt que des communautés locales. Mais le Bénin est un pays africain qui a commencé, ces dernières années, à décentraliser, transférant la responsabilité de la gestion de l'eau aux organismes locaux élus. Distribuer l'eau potable et protéger les ressources en eau incombe désormais aux conseils communautaires.

Le partenariat du GWP pour le Bénin a récemment désigné ces autorités décentralisées comme la clé de la promotion d'une meilleure gestion de l'eau au niveau communautaire. Conjointement avec l'Organisation néerlandaise pour le développement, le partenariat a conçu un programme afin d'inciter les élus locaux à encourager une meilleure gestion de l'eau dans les plans communautaires de développement.

La première étape du programme consistait à organiser un atelier pour les élus locaux et les ONG sur la GIRE et la gestion décentralisée. Une fois effectuée la présentation des concepts et des implications pratiques de ces nouvelles approches, les participants ont évalué les plans communautaires de développement existants pour voir s'ils pou-

vaient être améliorés. Bien que la plupart contenaient déjà des questions sur l'eau et l'assainissement, des analyses ont montré que les gens ne comprenaient pas toujours les implications de leurs actions pour d'autres usagers.

Ce n'est que le début, mais les tendances sont nettes : la collaboration entre organisations diverses s'est améliorée ; les membres des conseils communautaires prennent de plus en plus conscience des effets de différentes activités les unes par rapport aux autres ; et les gens sont plus ouverts concernant l'adoption d'une approche holistique de la gestion de l'eau.

*« Je pense que le concept de GIRE peut agir comme un catalyseur unissant les efforts parallèles des secteurs d'approvisionnement en eau domestique, d'irrigation et autres en un seul flux de prestations de services multi-usages au niveau des foyers et de la communauté, sur la base des besoins intégrés en moyens d'existence des gens. »*

BARBARA VAN KOPPEN, SOCIOLOGUE,  
INTERNATIONAL WATER MANAGEMENT INSTITUTE,  
BUREAU RÉGIONAL, AFRIQUE DU SUD

### **Travail collectif pour un Danube plus propre**

Descendez le Danube et vous verrez une différence notable de développement économique à mesure que vous allez vers l'aval.

Après la fin de l'ère soviétique, les pays riverains du fleuve ont convenu qu'il leur fallait faire quelque chose

### **Journée du Danube**

Pour sensibiliser le public à l'importance de l'eau et à la nécessité de résoudre les problèmes de gestion d'eau tous ensemble, l'ICPDR a choisi d'instituer la Journée du Danube fixée au 29 juin. Tenue en 2004, la première manifestation du genre a marqué le dixième anniversaire de la signature historique de la Convention pour la protection du Danube par les pays du bassin. Cette journée est l'occasion de nombreuses initiatives et actions locales, souvent préparées par les partenariats du GWP. Par exemple, en 2005 :

- Le GWP-Bulgarie a permis d'organiser une exposition photo dans la ville de Rousse. Un numéro spécial du bulletin régional sur l'eau a également été publié.
- Le GWP-Hongrie a lancé une initiative visant à unir les bateaux du Danube en convainquant les équipages de tous les navires de saluer le fleuve en donnant un coup de sirène simultanément.
- Le GWP-Roumanie a tenu un atelier sur les opportunités de coopération des parties prenantes dans l'application de la directive-cadre de l'UE sur l'eau.
- Le GWP-Slovaquie a organisé un nettoyage des rives du Danube, pendant lequel des étudiants des beaux-arts ont célébré la Journée en dessinant le fleuve et en jouant de la musique.
- Les GWP-Slovénie et Bulgarie ont participé à la sélection des gagnants du championnat artistique du Danube à Ljubljana.



pour répondre à la nécessité croissante de gérer l'eau dans la région, évidente dans les problèmes d'environnement du bassin du Danube. L'instauration d'une économie de marché a requis de nouvelles lois et structures administratives. Le développement de nouvelles normes environnementales et d'un système de surveillance était également une urgence.

Les pays riverains se sont rencontrés à Sofia en Bulgarie en 1991 pour s'attaquer à ces besoins. Ils ont convenu de créer un programme environnemental pour le bassin, destiné non seulement à contrôler la pollution et à protéger les ressources en eau mais aussi à unifier les actions sur l'usage durable des ressources naturelles et introduire un système intégré et cohérent de gestion des bassins fluviaux. Pour superviser ce programme, un groupe de travail a été formé au sein de la Commission internationale pour la protection du Danube (ICPDR).

Vigoureusement emmené par des membres des partenariats nationaux de l'eau du GWP dans la région, l'intérêt pour la participation du public dans de nombreuses activités liées à l'eau a rapidement augmenté ces dernières années dans le bassin du Danube. Le caractère primordial d'une bonne gouvernance pour une meilleure gestion de l'eau est largement reconnu, et une stratégie pour la participation du public dans la planification de la gestion du bassin du Danube pour 2003–2009 est en place.

*« Le GWP-CEE s'est révélé un partenaire fiable. Sa coopération a été particulièrement appréciée dans la réunion des différents groupes d'acteurs et dans le succès de la Journée du Danube. »*

PHILIP WELLER, SECRÉTAIRE EXÉCUTIF,  
COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA  
PROTECTION DU DANUBE (ICPDR), AUTRICHE

### **Nouvelle loi chinoise sur l'eau**

Après une gestation prolongée, une nouvelle loi sur l'eau en Chine a été votée. Cette loi insiste sur la conservation de l'eau et le long terme.

*« Tous les ministères et les commissions liés à l'eau du gouvernement chinois ont la volonté politique de mettre en œuvre la GIRE, mais ils font aussi valoir leurs propres intérêts. La fonction du GWP est de faciliter le dialogue entre eux et de promouvoir la conversion de la volonté politique en pratique. »*

RUI-JU LIANG, PROFESSEUR,  
FONDATEUR ET PREMIER PRÉSIDENT DU GWP-CHINE

La façon dont la Chine gère son eau a changé ces dernières années, passant d'une gestion administrative à une gestion conforme à la loi. Sous l'ancien système, les ressources en eau rurales et urbaines étaient divisées, comme l'étaient les eaux de surface et les nappes phréatiques. La grande crue de 1998 et la sécheresse qui a suivi ont poussé les autorités à repenser le système.

Les propositions de révision de l'ancienne loi ont déclenché un vif débat au Congrès national du peuple. Mais

finalement le Congrès a convenu que la politique devait s'efforcer de créer une société qui économise l'eau et de développer des dispositifs d'économie d'eau dans l'agriculture et l'industrie. Il fut largement convenu que l'eau propre et l'assainissement sont essentiels à la vie, et que le gouvernement devait chercher activement à améliorer l'approvisionnement en eau dans les villes et les campagnes. Beaucoup sont intervenus en faveur des droits des paysans à l'eau.

Par leur travail de lobbying, les membres du GWP-Chine ont joué un rôle crucial dans la sensibilisation à l'importance de la GIRE. Finalement, ils ont réussi à en faire un élément clé de la nouvelle loi sur l'eau, qui a été adoptée en 2001 et votée en 2002. Cette loi est un jalon car elle aborde la nécessité des approches intégrées de la gestion des ressources en eau du pays. Elle souligne l'importance de préserver l'eau, de protéger les sources d'eau potable, de contrôler la pollution et de reconnaître les relations entre l'eau et d'autres secteurs. Le poids de la loi est placé derrière le processus de supervision de tous ces aspects.

Cette loi prévoit aussi de confier la majeure partie de la planification aux organismes de bassin, renforçant les incitations à se conformer aux exigences de protection de l'eau pour les projets municipaux de construction. La loi stipule des limites pour le captage de l'eau pendant les périodes de sécheresse, et expose brièvement un dispositif de majoration des prix pour un usage excessif de l'eau. Le plus important, c'est qu'elle permet aux voix des parties prenantes de se faire entendre dans ces processus.

## Gouverner l'eau de l'Afrique de l'Est

La gouvernance de l'eau ne se fait pas dans le vide. Elle est concernée par ce qui se passe dans la société en général, comme trois pays de l'Afrique de l'Est l'ont découvert en 2005.

Dans le but d'améliorer l'efficacité de la gouvernance de l'eau en Afrique, la Commission européenne a demandé au GWP de faciliter son programme régional sur le sujet. Ce programme était destiné au Bénin, au Burkina, au Ghana et au Niger en Afrique de l'Ouest, au Kenya, à la Tanzanie et à l'Ouganda en Afrique de l'Est.

Le GWP-Afrique de l'Est a organisé une série de consultations et de dialogues nationaux sur la gouvernance de l'eau dans ses trois pays participants, associant le gouvernement, la société civile et d'autres. Les gens étaient rassemblés pour examiner comment fonctionne la gouvernance de l'eau sur le plan local et national, et ce qu'elle représente pour la gestion et la prestation de services. La logique de ces dialogues résidait dans la reconnaissance que ce qui détermine l'utilisation efficace et durable de l'eau n'est pas simplement l'hydrologie – la quantité de pluie qui tombe – ni même la gestion, mais aussi des facteurs institutionnels, sociaux, économiques et de principe.

La première série de dialogues nationaux s'est terminée par un dialogue régional, organisé à Nairobi pour les participants des trois pays, et qui a révélé de nombreux problèmes et priorités partagés.

La gouvernance de l'eau est un concept relativement nouveau en Afrique de l'Est. Elle a fait de ces dialogues à

la fois un processus d'apprentissage et un forum d'évaluation et de création de nouvelles idées. Les participants ont considéré la gouvernance de l'eau dans le contexte de la gouvernance nationale globale de leurs pays. En fait, à ce moment-là, l'activité politique dans les trois pays était vive en raison d'élections nationales. Au Kenya, le Conseil des ministres a été dissous et le Parlement a suspendu ensuite un référendum sur la constitution, juste avant la tenue du dialogue national. En Tanzanie, le report des élections présidentielles d'un mois a entraîné l'avancement du dialogue national. Les élections, le démarchage électoral et les troubles associés dans les rues de Kampala en Ouganda ont tenu éloignés de nombreux participants invités au dialogue là-bas. Les défis consistant à considérer la gestion de l'eau dans un contexte politique et social plus large se sont fait vigoureusement entendre.

*« Le GWP dit avec raison qu'une bonne gouvernance est la clé de la mise en œuvre de la GIRE. Mais cela va bien au-delà de l'eau ! Le GWP essaie d'associer la gouvernance du secteur de l'eau à des questions de gouvernance plus vastes dans des pays aux régimes socio-économiques très différents. »*

JANUSZ KINDLER, PROFESSEUR,  
UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE, POLOGNE

### **L'eau pour la paix au Soudan**

Dans toute l'Afrique aride, l'eau est rare et se fait de plus en plus rare. Au Soudan, le GWP aide à faire prendre conscience des problèmes et des efforts à déployer pour

empêcher que des désaccords entre groupes d'utilisateurs de l'eau ne dégénèrent en conflits.

Dans le but précis de prévenir de tels conflits, le ministère soudanais de l'Irrigation et des Ressources en eau a demandé au partenariat du Soudan pour l'eau nouvellement créé – en collaboration avec la Water Technology Society of Sudan, le partenariat de l'Ouganda pour l'eau et le GWP-Afrique de l'Est – d'organiser une conférence sur l'Eau pour la Paix. Tenue en décembre 2005, la conférence a rassemblé des professionnels et des gestionnaires de ressources en eau, des spécialistes des médias et d'autres parties prenantes venant de toute l'Afrique de l'Est pour discuter de leurs besoins et trouver la meilleure façon de les traiter. L'autre objectif de la conférence était de partager des idées sur la présentation dans les médias des problèmes d'eau.

M. Kamal Ali Mohammed, ministre de l'Irrigation et des Ressources en eau et représentant du Soudan au Conseil des ministres du Nil, a demandé l'adoption des règles d'Helsinki publiées par l'Association du droit international, qui réclament « l'utilisation équitable et raisonnable » des eaux partagées et, en particulier, la priorité donnée au principe « pas de mal », qui prévoit pour les États de satisfaire leurs besoins « sans causer de préjudice important » à leurs voisins.

La Déclaration de Khartoum, publiée à la fin de l'atelier, a demandé au partenariat régional du GWP de soutenir la prévention des conflits sur l'eau en encourageant les approches participatives d'une meilleure gestion de l'eau comme instrument de paix.



*« L'atelier De l'eau pour la paix est un pas de géant dans la bonne direction. Il est essentiel pour la mise en œuvre de l'Accord global de paix, de négociations avec les rebelles du Darfour et l'Est du Soudan et particulièrement la zone frontalière entre le Nord et le Sud Soudan ; et entre nomades et paysans. »*

KUOC MALEK, PROFESSEUR,  
MINISTRE D'ÉTAT POUR L'EAU, SOUDAN

*« L'eau ne devrait pas être une pomme de discorde, mais plutôt un instrument de paix ; c'est-à-dire que les pays et les peuples aient la volonté de partager et non de se battre. Je pense sincèrement que le GWP doit consacrer davantage d'efforts, sinon frapper un grand coup, dans cette direction ».*

CHAN NGAI WENG, PROFESSEUR,  
UNIVERSITI SAINS MALAYSIA, MALAISIE

## **Le Maroc et le Chili prennent un raccourci**

Début 2000, le Maroc s'est lancé dans une restructuration complète de ses secteurs agricole et de l'eau. L'une des étapes de ce processus était d'organiser une visite de haut niveau au Chili, aidée par le réseau du GWP. Cette visite, qui a eu lieu en 2002, a abouti à un changement fondamental de pensée : l'équipe marocaine a découvert que l'approche de GIRE procurait le cadre conceptuel permettant de poser les bonnes questions dès le départ.

L'expérience chilienne était particulièrement pertinente pour le Maroc du fait que les deux pays étaient confrontés à des problèmes similaires : pénurie d'eau croissante, dégradation de la qualité de l'eau, conflits entre

secteurs, faible recouvrement des coûts et mauvaise performance d'exploitation. Les deux pays avaient entrepris des réformes complètes à l'échelle des secteurs comprenant de nouvelles lois sur l'eau et des dispositions institutionnelles. Le Chili avait adopté des droits de prélèvement d'eau et des mécanismes de marché, tandis que le Maroc avait choisi une voie étatique, dans laquelle la répartition de l'eau était déterminée par des procédures et des structures administratives. Les secteurs agricoles des deux pays avaient un sous-secteur traditionnel et un moderne. Le sous-secteur traditionnel était entre les mains de petits fermiers produisant des cultures annuelles et du bétail, principalement sans irrigation et avec des ressources limitées. Ce secteur était très vulnérable aux forces extérieures, notamment la libéralisation des échanges. Le secteur modernisé, en revanche, était fortement orienté vers l'exportation ; les deux pays avaient des avantages comparatifs sur le plan international.

En discutant avec leurs homologues chiliens, les décideurs marocains se sont aperçus qu'il leur fallait répondre à deux types de questions : 'quoi' et, plus important, 'comment'. Pour le premier, ils devaient avoir accès à des références internationales, comme celles offertes par le ToolBox, alors que pour le dernier, ils devaient avoir accès à des gens. Lire la littérature ne suffisait pas : elle donne seulement les résultats, le produit fini, le 'quoi' de la GIRE. Mais en parlant avec des Chiliens qui avaient réellement procédé à des changements de politique, l'équipe marocaine a pris connaissance des obstacles, des choix, des négociations et du processus : le 'comment' de la GIRE. Les instigateurs d'une réforme peuvent exprimer oralement

un sentiment sur le processus qui n'apparaîtra jamais dans un rapport car cela relève trop du qualitatif et du subjectif. Un rapport final ne dira rien sur les voies sans issue et les impasses rencontrées en chemin.

Pour le Maroc, la première leçon tirée du Chili fut la nécessité de rassembler toutes les pièces avant de se lancer dans le processus de réforme. Tous les ingrédients – politiques, institutions et programmes – devaient être pensés de façon holistique. Après cette visite, le Maroc a révisé son processus de réforme planifié avec cette leçon à l'esprit. La deuxième leçon fut l'importance d'être certain de ses priorités et de traiter les questions fondamentales comme les droits de propriété, les problèmes de participation et de gouvernance. Et la troisième leçon fut la nécessité de comprendre le contexte et d'adapter le processus de réforme en conséquence, et pas seulement de suivre une recette. Dans tous les cas, le cadre de GIRE et le ToolBox ont été des guides inestimables.





CHAPITRE VI

DU GLOBAL  
AU LOCAL :  
PERCEPTIONS  
CHANGÉES,  
NOUVEAUX PLANS



L'eau a une importance à tous les niveaux : local, national et global. Le GWP est actif sur tous ces plans, par l'information, l'influence et la médiation qui font en sorte que le changement peut se produire à chaque étape. Mais ces niveaux ne sont pas séparés ; les lignes entre eux sont confuses, et les liens entre eux forts. Dans de nombreux projets, le niveau auquel les actions du GWP se concentrent est clair ; parfois, les liens avec les différents niveaux qui se créent simultanément sont moins apparents. Ces considérations sont cependant des aspects essentiels de sa méthodologie.

### **Des conversations au niveau mondial ont entraîné des changements à l'échelle mondiale**

L'adoption d'une approche intégrée de la gestion de l'eau au niveau mondial nécessite des ajustements et, parfois, des changements majeurs dans les lois nationales, les politiques de l'eau et autres dispositions institutionnelles. Pour que cela se produise, les leaders politiques de partout doivent être informés, convaincus et impliqués, car les pas politiques qu'ils doivent faire sont souvent difficiles. Élever les questions de l'eau au niveau mondial est primordial pour obtenir cet engagement politique.

Comme le GWP a eu une représentation dans les forums et les rencontres internationales sur l'eau et le développement, il a pu faire du battage aux plus hauts niveaux pour l'idée selon laquelle l'eau doit être gérée aussi bien qu'utilisée. Le GWP a joué un rôle crucial dans la trans-

position des principes de Rio-Dublin en outils et plans de travail indispensables pour introduire des approches plus durables du développement, de la gestion et de l'utilisation des ressources en eau. La participation de haut niveau du GWP au groupe de travail du Millénaire sur l'eau et l'assainissement, par exemple, a considérablement aidé à souligner le rôle de l'eau dans les efforts pour atteindre les OMD.

De telles initiatives et bien d'autres réunions entre leaders au sein de la communauté internationale, associées à une prise de conscience croissante de l'importance de l'eau pour la réalisation des OMD, ont abouti à la formulation de la cible « eau » au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) de Johannesburg en août/septembre 2002. C'est là que les leaders de 193 pays se sont engagés à appliquer le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, qui stipule que les gouvernements doivent préparer des plans nationaux d'efficacité de l'eau et de GIRE avant 2005.

Après ce sommet, le GWP a contribué à la surveillance de l'adoption et de la mise en œuvre des approches de GIRE par des pays dans le monde entier par son implication dans le GIRE InfoForum (une alliance entre le Programme des Nations unies pour le Développement, le Programme des Nations unies pour l'Environnement, le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau, et le Forum japonais de l'eau).

Le GWP a réalisé deux enquêtes informelles sur les parties prenantes sur le statut de la réforme du secteur de l'eau. En 2003, 13 % des 108 pays étudiés ont fait de véritables progrès, 47 % ont fait des avancées et pour le

reste, aucune action. La seconde étude, achevée fin 2005, a montré des tendances encourageantes : 21 % des 95 pays interrogés ont fait de véritables progrès et 53 % ont entrepris au moins quelques avancées. Ces résultats montrent une évolution dans les trois catégories et révèlent que plus des trois-quarts des pays étudiés avaient soit achevé soit exécutaient les étapes finales de leurs plans nationaux. Mais ils indiquent également un besoin croissant de soutien pour mettre en œuvre les plans, ce qui dépendra beaucoup des capacités nationales.

Le GWP a aussi participé à des rencontres internationales dirigées par la Commission de développement durable pour faire le suivi des avancées vers les OMD, et travaille actuellement en partenariat avec la grande famille d'organisations des Nations unies et d'autres comme le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'Union mondiale pour la conservation de la nature (UICN) et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale sur des approches orientées vers d'autres stratégies de développement durable et de réduction de la pauvreté. Le GWP a participé récemment à ONU-Eau et au Conseil consultatif pour l'eau et l'assainissement, qui a fait son rapport lors du 4<sup>e</sup> forum mondial sur l'eau à Mexico en mars 2006. Grâce à ces liens, le GWP a contribué à un réseau mondial d'acteurs multiples dont il est devenu membre, réseau différent mais complémentaire de la famille des Nations unies.

L'influence mondiale ne repose pas uniquement sur des processus officiels : de nombreux réseaux issus de la population et des ONG contribuent aussi à développer la volonté politique. Parfois, les processus officiels et of-

ficiels se complètent de manière constructive. Ce fut le cas lors de la Conférence internationale sur l'eau douce tenue à Bonn, en Allemagne, en décembre 2001, où les parties prenantes et les gouvernements ont communiqué directement lors d'un forum spécialement organisé. Le GWP faisait partie des entités engagées dans la rencontre, qui, pour la première fois pour un événement majeur sur l'eau, s'est concentrée sur les questions de capacités interdisciplinaires, de financements et de gouvernance plutôt que sur les domaines traditionnels.

Du fait de son réseau mondial de partenariats, le GWP a été en mesure de jouer un rôle de premier plan dans les processus régionaux de préparations des Forums mondiaux sur l'eau qui se tiennent en mars tous les trois ans (aux Pays-Bas en 2000, au Japon en 2003 et au Mexique en 2006). Lors de ces événements, le GWP s'est fait le champion du concept et du 'comment faire' de la GIRE et, en partenariat avec d'autres, a soulevé, dans ces forums, des questions essentielles comme celles de la gouvernance de l'eau et du financement des infrastructures de l'eau – traitées ailleurs dans la présente publication.

En quelques années seulement, le concept de GIRE et les connaissances associées de l'aspect « plus doux » de l'eau (la gouvernance, les institutions, les lois, la réglementation, la participation, l'égalité des sexes) ont pris de l'importance et complètent les aspects de l'eau bien établis et tout aussi importants, à savoir technologiques et scientifiques. Le GWP a contribué au partage de ces connaissances à travers les pays et les continents et, avec d'autres organismes, commence désormais à aider des pays à les appliquer.

## La planification nationale entraîne de nouvelles stratégies pour l'eau en Afrique

C'est pour une raison convaincante que le Sommet mondial de 2002 sur le développement durable a enjoint tous les pays à développer des plans de GIRE et d'efficacité de l'eau avant 2005 : sans progrès sur l'eau, les OMD de réduction de la pauvreté seront extrêmement difficiles à atteindre d'ici à la date butoir de 2015. L'eau est intimement liée à la santé, à l'énergie et à l'environnement ; elle est la clé pour créer des moyens de subsistance dans les zones rurales et pour faire avancer le statut des femmes. Étant donné la force du réseau du GWP, sa réputation dans la promotion d'une large participation et sa place dans la GIRE, c'est sans surprise que les bailleurs de fonds du GWP l'ont approché en demandant une aide aux efforts des gouvernements pour être à la hauteur de la déclaration du SMDD.

La stratégie et la planification de la GIRE peuvent agir comme une révélation pour ceux habitués à travailler dans des systèmes définis par des secteurs séparés et des hiérarchies rigides. La GIRE implique une large participation des parties prenantes et l'intégration de pratiques intersectorielles. Le rôle du GWP est de faciliter le processus en coordonnant les divers intérêts et en s'assurant que le contenu et le processus de planification suivent les principes qui mènent au développement, à la gestion et à l'utilisation durables des ressources en eau.

À cette fin, le GWP organise des dialogues entre parties prenantes multiples qui rassemblent différents ministères, secteurs et acteurs dans ses efforts pour aider les gouvernements à établir leurs plans de GIRE. Aujourd'hui, le

GWP représente le principal facilitateur pour 14 gouvernements dans le processus de développement de leur plan et stratégie national de GIRE, dont beaucoup en Afrique.

*« Susciter la prise de conscience, l'engagement et la compréhension du processus, en particulier chez les intervenants politiques, est la clé. Cela implique d'identifier les ministères les plus importants et influents pour l'eau dans un pays, et quel ministère ou département doit mener le processus de planification. »*

LEONARD NDOLOVU, PRÉSIDENT DU  
PARTENARIAT POUR L'EAU DU SWAZILAND

Il est essentiel d'intégrer l'eau dans les plans de développement nationaux, de sorte que sa gestion appropriée puisse alimenter le développement économique et social. Au Bénin, ce processus est déjà bien avancé : une nouvelle politique, qui définit le cadre légal, politique et institutionnel des ressources en eau pour la prochaine décennie et au-delà, et qui offre un véritable espoir pour les pauvres, est en cours. Le Bénin et le Mali travaillent à intégrer la GIRE dans les plans nationaux de développement et de réduction de la pauvreté destinés à atteindre les OMD.

*« Réduire la pauvreté tout en préservant les rares ressources du Bénin exige d'améliorer la distribution d'eau et l'assainissement, élément central de la stratégie du pays en matière de réduction de la pauvreté. Il faut pour cela des approches du développement de l'eau qui soient plus coordonnées et donnent davantage aux gens l'opportunité de s'impliquer. »*

GRÉGOIRE ALE, COORDINATEUR DE LA GIRE AU MINISTÈRE  
DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DE L'HYDRAULIQUE, BÉNIN

Au Malawi et en Zambie, les partenariats du GWP ont fait fortement pression pour s'assurer que la GIRE se trouve au cœur des processus de planification du développement des gouvernements. Il a fallu pour cela travailler avec des fonctionnaires haut placés afin de définir des stratégies faisant de l'eau une étape centrale du développement économique. Le plan de GIRE du gouvernement du Malawi est associé à un processus de décentralisation qui vise à donner du pouvoir aux autorités locales et aux dirigeants traditionnels. Aidées par le GWP, les parties prenantes des deux pays ont lancé des projets pilotes au niveau communautaire pour démontrer comment une approche intégrée peut améliorer les moyens d'existence des gens et contribuer à réduire la pauvreté.

Le Swaziland et le Mozambique promettent beaucoup dans leurs efforts pour orienter la planification nationale vers une approche de GIRE, qu'ils ont l'intention d'utiliser comme catalyseur pour agir et atteindre les OMD dans les délais. Au Swaziland, les structures traditionnelles de gouvernance locale se sont engagées.

### **Les tutoriaux aident la planification nationale de la GIRE**

Les planificateurs et les experts de l'eau doivent parcourir un dédale de nouvelles approches s'ils tiennent à réussir à préserver les ressources en eau et réduire la pauvreté. Le GWP aide les gouvernements à s'y retrouver dans ce labyrinthe. En s'inspirant des documents et du manuel *Catalyser le changement*, du *ToolBox*, du *Tutoriel de GIRE* et d'autres ressources que Cap-Net a publié un manuel

en 2005 qui met en lumière les détails pratiques de la construction de plans de GIRE.

Le manuel *Plans de Gestion Intégrée des Ressources en Eau - Manuel de Formation et Guide opérationnel* est disponible en anglais, français, portugais et espagnol. Il est conçu pour servir au cours d'une session de formation de trois à quatre jours mais, surtout, il constitue un guide pour le travail pratique, « sur le terrain », nécessaire pour mettre en place un plan réaliste et faisable. Il contient également du matériel sur les questions d'égalité des sexes dans le domaine de l'eau, produit par le Programme associé du GWP, l'Alliance genre et eau.

Ce manuel est devenu le guide incontournable pour les personnes engagées dans des processus nationaux de planification et de stratégie de l'eau dans lesquels le partenariat national local de l'eau est impliqué. Il a été utilisé pour la première fois lors d'un atelier de présentation de la planification de la GIRE dans la capitale kenyane, Nairobi, en mars 2005 – un atelier qui réunissait des participants du Cap Vert, du Bénin, du Cameroun, d'Erythrée, d'Ethiopie, du Mozambique et du Swaziland.

*« Nous ne considérons pas le GWP comme un conseiller ou un partenaire du développement ici. Le GWP fait partie de notre processus de réformes dans le secteur de l'eau ; nous sommes ensemble dans cette bataille. »*

MARTHA KARUA,  
ANCIEN MINISTRE DE L'EAU ET DE L'IRRIGATION, KENYA

Les participants à d'autres programmes de planification facilités par le GWP, au Sénégal, au Mali, au Kenya, au Ma-

### Le Swaziland relève ses défis de l'eau

Le Swaziland, l'un des plus petits pays et le moins peuplé d'Afrique australe, est un Etat sans littoral qui partage tous ses cours d'eau avec le Mozambique ou l'Afrique du Sud, ou les deux. Pendant des années, ses cours d'eau ont été sollicités à l'excès, certains cessant pratiquement de couler pendant la saison sèche. La gestion de l'eau était très centralisée, excluant la majorité de la population de toute participation.

Le pays est actuellement dans le processus de développement de ses plans nationaux d'efficacité de l'eau et de GIRE. En raison de l'expérience du GWP à rassembler les gens de différents secteurs pour se concerter, le gou-

lawi et en Zambie, ont rejoint l'atelier pour partager leurs propres expériences et enrichir les informations fournies par le manuel. Personne n'est capable de prescrire le fonctionnement exact du processus, car il est différent dans chaque pays. Mais dans les derniers modules, le manuel mène les participants à travers un processus d'identification de la stratégie de gestion nécessaire pour atteindre les objectifs qu'ils ont choisis. Cette démarche est faite dans les moindres détails, soulignant ce que le plan est sensé contenir, des propositions pour susciter la participation du public et des politiques, et le calendrier de sa réalisation.

*« Lorsque la population d'un pays commence à comprendre la valeur de l'utilisation et de la gestion durables et efficaces de ses*

vernement du Swaziland s'est adressé au partenariat national du GWP pour l'aider.

Le partenariat du GWP a organisé des ateliers en 2005 dans chacun des trois principaux bassins fluviaux, réunissant à chaque fois une quarantaine de participants de divers secteurs et intérêts. Lors de la toute première réunion, les participants ont été encouragés à se représenter la réalisation de la *Vision pour l'Eau swazi*, puis d'examiner les obstacles quotidiens entravant son exécution. À tour de rôle, les participants ont commencé à voir de quelle façon ils pourraient contribuer à cette transformation, ce qui leur a donné un sentiment d'appropriation non seulement des problèmes mais aussi des solutions pour un avenir meilleur.

*ressources en eau, et qu'elle se met à apprécier la valeur de la participation et de l'implication dans les problèmes d'eau, on ne peut pas s'empêcher de rêver d'un avenir plus radieux. »*

DUMSANI MNDZEBELE,  
HYDROLOGUE, MINISTRE DES RESSOURCES  
NATURELLES ET DE L'ENERGIE, SWAZILAND

Le GWP, c'est plus que des idées. Il existe pour garantir que quelque chose se passe réellement : il incite ses partenaires à mettre les mains dans le cambouis. Pour que cela soit possible, il est essentiel que les différents partenariats – groupements nationaux, régionaux et locaux – approprient l'idée de la GIRE et puissent l'appliquer à leurs conditions pour couvrir leurs besoins.

*« Un plan directeur ou une loi sur l'eau sophistiqué, préparé avec une aide étrangère, finit souvent sur une étagère. Il peut s'avérer plus utile de rassembler des parties prenantes autour d'un sujet spécifique, ou pour une session de développement de capacités. Il n'y pas de réponses rapides, mais le réseau de partenariats existe désormais. La GIRE est seulement un cadre conceptuel qui lui permet de se développer. »*

EMILIO GABBRIELLI, SECRÉTAIRE EXÉCUTIF, GWP

### **Planification générale de l'eau en Chine**

La Chine essaie de répondre à la demande créée par une croissance massive et rapide, notamment comment développer ses ressources en eau de manière durable. Huit ministères s'y sont attelés en 2002 en créant un système de planification générale des ressources en eau à l'échelle du pays. En 2005, ils avaient fait des progrès importants dans l'évaluation de la quantité et de la qualité de l'eau, l'estimation de son développement et de son utilisation, et la prise en compte des implications environnementales. Antérieurement, en juillet 2004, la deuxième étape du processus avait déjà commencé : la répartition des ressources en eau conformément à ce système de planification générale, qui impliquait l'application de la nouvelle loi nationale sur l'eau.

Le GWP-Chine a énormément travaillé avec le gouvernement dans ce processus, favorisant la transition vers une approche intégratrice qui prévoit que toutes les parties prenantes soient autorisées à participer au processus de planification de l'utilisation de l'eau, et qu'une consul-

tation démocratique permettent de traiter de potentiels désaccords (par exemple entre groupes d'intérêt nationaux, provinciaux et de bassin). Amener les gens à travailler en harmonie – « He Xie » – telle est la méthode du GWP-Chine.

Les résultats sont encourageants. Des consultations démocratiques portant sur la GIRE sont organisées ; un groupe consultatif qui déborde des limites du secteur de l'eau a été constitué. Et bien que les départements du Conseil d'Etat aient différentes fonctions et responsabilités, tout le monde se met autour d'une table pour discuter des problèmes d'eau et partager les expériences. Le système de planification générale s'attache à formuler un plan de répartition de l'eau dans sept des bassins fluviaux chinois ; le partenariat du bassin du fleuve Jaune récemment créé réunit pour la première fois les municipalités et provinces riveraines et les autres parties prenantes pour débattre de la manière d'améliorer la gestion de l'eau dans le bassin.

### **Plan national, changement local : se rapprocher du terrain**

Les initiatives nationales et mondiales ne valent pas grand-chose si elles n'améliorent pas la vie et les moyens d'existence des vrais gens. Le succès se mesure véritablement à l'aune de la survenue du changement au niveau communautaire local. Le processus est lent, pourtant, les signes de changement au niveau local sont déjà manifestes.

Le GWP exécute un Programme associé sur la gestion des crues. Ce dernier a servi de plate-forme pour un

# 和 谐

*He Xie* – la voie harmonieuse

projet pilote en Inde, au Bangladesh et au Népal, où les moyens de formaliser une approche communautaire de la gestion des crues ont été examinés. Ce projet a permis à un certain nombre de communautés de réaliser leur propre potentiel à faire face aux inondations, en utilisant leurs ressources propres, jusqu'à ce que l'aide du gouvernement arrive. Les autorités nationales chargées de la gestion des catastrophes au Bangladesh et en Inde ont depuis exprimé leur empressement à intégrer l'approche communautaire de la gestion des crues dans leurs politiques intérieures de gestion des catastrophes.

Au Népal, plusieurs partenariats locaux pour l'eau (AWP) subsistent malgré le conflit militaire et l'insécurité civile. Certains membres de ces partenariats doivent marcher pendant trois jours pour se rendre aux réunions, c'est dire combien leur engagement est fort. Même si la plupart des AWP sont des associations informelles de gens intéressés, leur caractéristique la plus frappante est le niveau de participation locale et de représentation intersectorielle. Prenons le partenariat Kankai Mai au Népal. Il compte 37 membres, dont des organismes de l'administration centrale et locale, des ONG actives dans la gestion des bassins fluviaux, des associations de consommateurs et d'usagers de l'irrigation, des groupes « micro-hydro », des entrepreneurs privés, des politiciens et des journalistes. Ce groupe a participé à la préparation de la *Vision pour l'eau népalaise* pour le gouvernement, et publié un livre sur la tarification de l'énergie hydraulique, qui a été très remarqué dans le secteur de l'hydroélectricité.

Les AWP sont capables d'offrir les moyens de relier les programmes gouvernementaux aux activités de GIRE de

niveau local ; au Pakistan, ils ont fait la preuve que l'utilisation de structures de récupération de l'eau de pluie pouvait être incluse dans les plans d'administration de district.

Une autre histoire au Pakistan illustre de la même manière que, lorsqu'une communauté s'engage réellement dans une meilleure gestion de l'eau, les résultats peuvent voir jaillir le succès arraché aux griffes de l'échec.

Dans la province du Pendjab, le PNUD, Australian Aid et le gouvernement du Pakistan avaient lancé un projet pilote destiné à assécher les terres saturées en eau. L'objectif était de reconquérir 12 500 hectares, mais 5 000 seulement furent récupérés. Déçus par ce résultat, ils décidèrent, au bout de quatre ans, d'abandonner. Les membres du GWP, invités à trouver une stratégie de sortie, ont visité la zone et sont revenus avec un rapport surprenant. Leur suggestion : étudier les résultats du projet d'un point de vue plus large puis examiner les réalisations. En procédant ainsi, il apparut que les bénéficiaires étaient infiniment meilleurs que ceux envisagés à l'origine. Désormais, une bonne étude de cas pouvait être faite pour élargir le programme.

Cette zone fut une partie très prospère de la région agricole irriguée du Pendjab mais était devenue saline et saturée en eau par manque de drainage. Les méthodes conventionnelles de drainage par puits tubulaires profonds avaient échoué. Le projet pilote – nommé Punjab Biosaline – proposait d'associer le bio-drainage à divers autres éléments, contrôlés et défendus par l'engagement et le soutien des communautés. Armées du savoir-faire requis, d'un soutien financier minimum et de liens renforcés avec



des ministères et des industries connexes, et possédant la flexibilité permettant aux différents secteurs (pêche, sylviculture, élevage, agriculture et environnement) de travailler de concert, les personnes concernées furent capables de produire des résultats fascinants.

Les fermiers qui vivaient sur ces terres saturées d'eau firent pousser des graminées résistant au sel qui devinrent fourrage pour le bétail ; ils pompèrent l'eau salée et la stockèrent dans de vastes bassins étanches de pisciculture. Ils plantèrent des eucalyptus pour faire baisser la nappe phréatique, et se servirent du bois pour faire de l'aggloméré. Toutes ces actions aboutirent à une économie améliorée. Les industries devinrent parties prenantes à leur tour : le prix des terres assainies s'envola et les investissements dans les infrastructures locales par les communautés augmentèrent. La valorisation des biens – la terre – fournit aux communautés un levier financier qui permit de réduire la pauvreté dans cette zone.

Voyant les réussites de ce projet, le PNUD fut d'accord pour participer au financement d'un projet plus vaste (au lieu de l'abandonner), libérant d'autres fonds de la part du gouvernement du Pendjab. Aujourd'hui, un projet six fois plus ambitieux a été approuvé dans le but de réitérer le succès du projet d'origine Punjab Biosaline.

Laisser les communautés piloter elles-mêmes le projet fut la clé : elles identifiaient l'eau comme le problème principal et ont trouvé des moyens d'améliorer son utilisation. C'est un excellent exemple au niveau local d'une approche multisectorielle du développement qui renforce également les liens entre communautés et gouvernement, le secteur privé et les centres de connaissances.

Des bénéficiaires similaires de l'approche locale ont été observés en Europe centrale et de l'Est et en Asie du Sud. Le mouvement a démarré parce que les membres du GWP dans ces régions devaient impérativement trouver des moyens de s'attaquer aux problèmes d'eau locaux et résoudre des conflits par le biais d'un forum local de parties prenantes multiples. C'était en 2001, époque où le concept de GIRE avait gagné une large adhésion mais où l'intégration était encore loin de la réalité pratique. Ces forums locaux de parties prenantes multiples ont donné naissance aux premiers partenariats locaux pour l'eau du GWP.

*« La caractéristique des partenariats locaux pour l'eau, c'est qu'ils peuvent, en s'engageant activement auprès de différentes sections de la communauté riveraine, surprendre la bureaucratie en soulevant des questions qui normalement n'apparaissent pas dans les processus conventionnels descendants de gestion de l'eau. »*

KHALID MOHTADULLAH,  
ANCIEN SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DU GWP

Les premiers partenariats locaux en Asie du Sud ont été créés par les partenariats nationaux respectifs de l'Inde, du Bangladesh et du Pakistan. Leurs débuts se firent dans un élan d'enthousiasme, bien que dans certains pays il soit difficile d'obtenir une pleine participation. Au départ, certaines institutions gouvernementales se montraient sceptiques à leur égard ; les parties prenantes adverses comme les industries polluantes et les mineurs étaient réticentes à rejoindre le forum ; parfois, des groupes de la société civile se sentaient marginalisés en raison de la surreprésentation du gouvernement et des fonctionnaires. Certains de ces

AWP se sont révélés quelque peu éphémères, se rassemblant pour résoudre un problème spécifique. Néanmoins, il existe actuellement plus de 37 partenariats actifs dans cinq pays : 14 en Inde, 8 au Bangladesh, 7 au Pakistan, 5 au Sri Lanka, et 3 au Népal.

### **Des idées neuves pour des problèmes locaux**

Les partenariats locaux pour l'eau peuvent mettre en lumière des problèmes et des possibilités pouvant être négligés par les planificateurs et les administrateurs. Au Pakistan par exemple, le partenariat de Bolan a commencé à restaurer un système d'irrigation souterrain vieux de plusieurs siècles appelé « karez » dans la zone aride de Quetta, attirant l'attention du gouvernement sur la nécessité de préserver ces structures traditionnelles.

Sur les rivières Gorai et Surama au Bangladesh, des partenariats locaux ont mis en évidence des questions liées au partage de l'eau des rivières frontalières. Elles concernaient entre autres les effets sur l'écologie en aval et les moyens d'existence des communautés riveraines pendant la saison sèche. Au Sri Lanka, des questions de gestion sur la ligne supérieure de partage des eaux de la rivière Maha Oya ont été soulevées, en particulier l'impact néfaste d'usines « mini-hydro ».





CHAPITRE VII

CONDUIRE UNE  
POLITIQUE,  
INFLUENCER LE  
CHANGEMENT



**I**nfluer sur la politique aux niveaux mondial, national et régional et donner du pouvoir à des individus de tous les milieux sont les deux facettes primordiales du changement. Mais bien sûr les progrès sur ces fronts-là ont peu de valeur s'il n'y a pas un financement suffisant pour mettre en œuvre les changements nécessaires. Les questions de politique, de conscience et de finance, inextricablement mêlées, contiennent chacune leurs propres défis et opportunités, décrits ci-après.

### Où est l'argent pour l'eau ?

Personne ne connaît le montant des investissements réellement nécessaires pour relever les défis mondiaux de l'eau : les estimations varient. Toutefois, il existe un consensus général (étayé par la Commission mondiale sur l'eau en 2000 et le rapport Camdessus *Financer l'eau pour tous* en 2003) selon lequel il faut doubler le niveau de financement actuel. Le problème est où trouver les fonds. L'eau n'apparaît pas en première place dans la première génération de documents stratégiques sur la réduction de la pauvreté préparés par de nombreux pays en voie de développement. Les crédits alloués à l'eau par les gouvernements sont fixes ou en baisse. Illustrant la faible demande d'emprunt, les ouvrages des institutions financières internationales racontent la même histoire, et l'aide au développement pour l'eau reste bloquée à un faible niveau représentant 3 à 5 % de l'assistance totale officielle consacrée au développement.

La tarification de l'eau est un sujet politiquement sen-

sible, car les gens sont souvent plus désireux de payer pour un service amélioré que les politiciens ne les en croient capables. La fixation des prix de l'eau est souvent influencée par des considérations politiques plutôt que dirigée par la nécessité de récupérer les coûts afin d'assurer des services durables de distribution d'eau et d'assainissement. La plupart des agences de distribution d'eau ont des difficultés à lever des fonds pour le développement et l'amélioration du réseau. En même temps, les organismes de prêt sont peu enclins à financer les infrastructures dans les pays en voie de développement en raison du rendement médiocre.

« *La gouvernance efficace de l'eau et le financement sont inextricablement liés, et sont deux des éléments clés requis pour parvenir au développement durable.* »

ALAN HALL, COORDINATEUR DE RÉSEAU, GWP

En 2001, le Conseil mondial de l'eau (CME) et le GWP ont formé le Panel mondial sur le financement des infrastructures de l'eau, présidé par l'ancien directeur général du Fonds monétaire international, Michel Camdessus. Le rapport du Panel, *Financer l'eau pour tous*, a été présenté lors du 3<sup>e</sup> forum mondial de l'eau à Kyoto en mars 2003. Son message principal, en un mot, est que ni la poursuite des choses en l'état, ni la recherche de recettes miracles ne résoudront les problèmes de financement du secteur mondial de l'eau. Il propose un série de stratégies pour améliorer les flux financiers vers le secteur, ce qui nécessiterait une meilleure gouvernance de l'eau, une meilleure administration des services d'eau, une plus grande priorité

à l'eau parmi les pays en voie de développement et les bailleurs de fonds, et davantage de fonds destinés à trouver un financement provenant de nouvelles sources. Le rapport souligne les nombreuses faiblesses en matière de gouvernance qui doivent impérativement être corrigées pour attirer plus d'investissements dans l'eau et garantir un usage judicieux de cette eau ; il décrit aussi les défis à relever par les gouvernements locaux qui portent généralement la responsabilité de fournir les services mais n'ont pas accès à l'expertise ni au financement international. Une approche intégrée de la gestion de l'eau, précise-t-il, devrait améliorer les décisions et les politiques portant sur la tarification et le recouvrement des coûts.

Le rapport Camdessus s'est avéré très influent : la Banque mondiale et plusieurs banques régionales proposent désormais des facilités de crédit au niveau régional ou local (c'est-à-dire à des entités situées en dessous de l'Etat) et attribuent au rapport le mérite d'avoir suggéré de telles dispositions. Le GWP est engagé dans des activités de suivi sur plusieurs niveaux. Pour le Forum de Mexico, le GWP et le CME ont demandé à l'ancien ministre mexicain des Finances, aujourd'hui à la tête de l'OCDE, Angel Gurría, de diriger un groupe de travail se substituant au précédent, en vue d'éclairer le problème de la faible demande de financement en explorant les structures tarifaires, la réglementation, les capacités locales et l'accès à diverses options de financement pour les prestataires de services et les gouvernements locaux. Ce groupe de travail s'est également penché sur la question hautement complexe du financement de l'eau pour l'agriculture.

Le Conseil consultatif pour l'eau et l'assainissement –

dont font partie la présidente du GWP et un membre du Comité technique du GWP – a rapporté un certain nombre de ces thèmes, notamment en soulignant la nécessité d'une plus grande attention pour améliorer les capacités locales dans les opérations d'eau et d'assainissement, et les mécanismes pour augmenter le financement.

Les professionnels de l'eau ont tendance à craindre la finance, tandis que les financiers sont enclins à se méfier de l'eau, en partie parce que des questions d'approvisionnement et de consommation sont sujettes à controverse. Aujourd'hui, plusieurs régions du GWP font la promotion d'une meilleure compréhension du développement et de l'utilisation des ressources en eau auprès des financiers, et renforcent la sensibilisation aux questions financières – particulièrement sur l'utilisation de l'eau en agriculture – parmi les professionnels de l'eau et les décideurs. Garantir suffisamment d'eau pour l'agriculture et assez d'argent pour les services d'eau, est vital si les pays en voie de développement veulent réduire la pauvreté rurale et atteindre la sécurité alimentaire.

### **Dialogues sur la gouvernance de l'eau**

Souvent, un pays ou une région a suffisamment d'eau mais se trouve pourtant dans une situation de crise à cause d'une gouvernance inadéquate ; il s'agit généralement d'un échec à intégrer politique et pratique dans une bonne gestion de l'eau.

Le rapport *Financer l'eau pour tous* soulignait que « la crise de l'eau est une crise de gouvernance », et le GWP

Background Paper 7, *Gouvernance efficace de l'eau*, a contribué à faire de la gouvernance un élément fondamental du vocabulaire de l'eau. Une bonne gouvernance de l'eau rend l'investissement plus probable et plus durable. Une bonne gouvernance de l'eau implique d'établir une politique efficace et un cadre légal pour répartir et gérer l'eau de manière à satisfaire les besoins économiques et sociaux nationaux et obtenir une durabilité à long terme. Mais une bonne gouvernance de l'eau vient rarement d'elle-même : elle requiert prise de conscience et encouragement.

C'est précisément ce que le GWP a cherché à faire en 2002 en organisant plus de 40 dialogues pour susciter une prise de conscience quant à l'importance de la gouvernance de l'eau. En partenariat avec le PNUD et le Conseil international pour les initiatives locales sur l'environnement, le Dialogue sur la gouvernance efficace de l'eau a eu lieu aux niveaux national, régional et local dans plus de 30 pays dans six régions du GWP. Les thèmes et les points forts issus de ces dialogues ont été rassemblés dans le rapport intitulé *Gouvernance efficace de l'eau : leçons tirées des Dialogues*. Ce dernier a constitué la base d'une session thématique de deux jours lors du 3<sup>e</sup> forum mondial de l'eau. Les partenariats régionaux du GWP tirent parti de ce travail antérieur en favorisant la prise de conscience au niveau national et en créant des activités de suivi.

### Faire passer les messages

Le moyen le plus rapide d'informer les gens sur ce qui se passe réellement pour leur ressource en eau – de sorte

qu'ils soient plus enclins à participer aux décisions s'y rapportant – est l'utilisation des médias. Plusieurs partenariats du GWP ont choisi des journalistes comme collaborateurs. Des réseaux de journalistes pour l'eau se sont formés en Méditerranée et en Afrique de l'Est, pour lesquels le GWP est une source d'information et par lesquels le GWP influence la politique de l'environnement par le biais de l'opinion publique.

De même, par son réseau de communicateurs, le partenariat GWP-Amérique centrale procure aux journalistes un lien direct avec l'information sur les ressources en eau de la région et les noms des experts à contacter pour rendre compte des problèmes d'eau de manière sensible et mesurée.

*« En partenariat avec le Bureau méditerranéen d'Information sur l'Environnement, la Culture et le Développement durable, le GWP-Méditerranée a conçu un kit spécial sur les problèmes d'eau destiné aux journalistes et aux professionnels de l'information. Un manuel constitue une source d'information concise et à jour sur l'eau douce dans la région méditerranéenne, dans laquelle les spécialistes des médias peuvent puiser des informations et de l'inspiration pour préparer des articles et des émissions. »*

MICHAEL SCULLOS,  
PRÉSIDENT, GWP-MÉDITERRANÉE

Le réseau a été formé en 2004 à l'issue d'un atelier pour journalistes organisé par le GWP-Amérique centrale et la Banque interaméricaine de développement. La région a connu depuis une bien meilleure couverture médiatique sur l'eau. Les journalistes eux-mêmes disent que le réseau



est utile : Moisés Martínez, de *La Prensa* au Nicaragua, déclare : « Il m'a permis de suggérer à mes rédacteurs de nouvelles approches pour couvrir le sujet. » L'un des principaux ingrédients est un fort sentiment d'appartenance des participants. Selon Claudia Benavente de *El Periódico* au Guatemala, « Former un réseau de journalistes n'est pas une chose facile, et c'est encore plus compliqué de maintenir son unité. Toutefois, la clé du succès a été le fait que le réseau était le résultat d'une décision collective prise par nous, les journalistes qui participaient aux ateliers de formation, et par les organisateurs. »

### Rallier la jeunesse

Une approche qui considère l'eau comme l'affaire de tous doit inclure tous les groupes d'âges. Les pays d'Afrique australe ont pris la chose à cœur en montant un projet spécial destiné aux jeunes. Une conférence organisée par le GWP-Afrique australe en 2001 a donné lieu à Saywat, le groupe d'action des jeunes pour l'eau d'Afrique australe. Il permet aux jeunes de comprendre les nouvelles approches de la gestion de l'eau et d'en faire une réalité. La plupart des membres du groupe sont issus du secondaire ou du supérieur, ou sont de jeunes professionnels de l'eau. Liées aux partenariats nationaux de l'eau du GWP, les sections nationales du groupe ont travaillé dans un certain nombre d'endroits, où elles ont démontré comment le comportement des gens envers l'utilisation et la préservation de l'eau pouvait être amélioré.

Plusieurs sections nationales de Saywat ont levé leurs

propres fonds pour développer des projets imaginatifs. La section du Botswana a présenté un spectacle de tournée dans des écoles et des communautés, pour promouvoir la conservation de l'eau et identifier les pratiques de gaspillage. Elle organise désormais un championnat annuel des écoles, le gagnant étant l'école utilisant l'eau le plus efficacement. La section du Lesotho a mené une campagne sur le thème « L'eau, l'assainissement et l'hygiène ». Ils ont eu l'idée de s'associer à une équipe de football locale populaire, Lioli Football Club, pour faire avancer leurs arguments en faveur de l'assainissement et de l'eau salubre en tenant des réunions publiques et en parlant à la radio. Cette campagne a fait passer des messages aux gens que les structures gouvernementales n'avaient pas encore réussi à réaliser.

### Education : l'initiative de la Méditerranée

Les élèves des écoles ont besoin d'informations sur l'eau qui soient présentées de façon simple et attractive. Une initiative du GWP est désormais bien équipée pour y répondre. *L'eau en Méditerranée* est un matériel didactique flexible qui aide les enfants des écoles à acquérir une compréhension basique des sujets sur l'eau et les initie aux facteurs économiques, sociaux et environnementaux inhérents aux problèmes d'eau. Ce matériel vise aussi à développer des aptitudes à la prise de décision et à la résolution de problèmes, et à susciter un comportement responsable à l'égard de l'environnement.

Publiées dans plusieurs langues de la région, notam-

ment l'arabe, l'anglais, le français, le grec, l'italien et l'espagnol, ces ressources documentaires sont le fruit de la collaboration entre le Bureau méditerranéen d'information, l'université d'Athènes et d'autres agences. Le partenariat méditerranéen du GWP en a été un contributeur majeur.

Ce matériel didactique est actuellement largement utilisé dans des écoles de toute la Méditerranée. Il est disponible auprès de l'Initiative d'éducation méditerranéenne pour l'environnement et la durabilité (MEdIES), d'un réseau d'éducateurs, d'organismes gouvernementaux et d'ONG qui promeuvent l'éducation au développement durable.

*« Le GWP-Slovénie, membre du GWP-Europe centrale et de l'Est, s'active à sensibiliser et éduquer le public, en particulier la jeune génération. Leur coopération est particulièrement appréciée pour assurer la participation du public à des événements comme la Journée du Danube. »*

MITJA BRICELJ,  
CHEF DE DÉLÉGATION, COMMISSION INTERNATIONALE  
DE PROTECTION DU DANUBE, SLOVÉNIE

*« Le GWP en Afrique centrale, et particulièrement au Cameroun, a engagé une action de sensibilisation à la GIRE parmi différentes parties prenantes. C'est un travail qui prend du temps mais il nous est nécessaire pour continuer. »*

ONDOUA PAUL MARTI,  
SOUS-DIRECTEUR DE LA GESTION DE L'EAU, MINISTÈRE DE  
L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES EN EAU, CAMEROUN

## **Un forum pour la coopération dans le bassin du Yangtsé**

L'une des plus grandes voies navigables au monde, le Yangtsé, a été la victime de la surexploitation et de la négligence. Soumis aux crues, à la pollution et à l'érosion du sol, le bassin du Yangtsé a besoin depuis longtemps d'un processus intégrateur et décentralisé destiné à planifier une stratégie pour son développement durable. Aujourd'hui, une nouvelle donne apparaît.

L'arrangement consiste à rassembler l'ensemble des parties prenantes du bassin dans un forum. Deux partenaires ont rendu cela possible : la Commission des ressources en eau de Changjiang (fleuve Yangtsé) et le partenariat pour l'eau du GWP-Chine. La réunion inaugurale du Forum du Yangtsé en avril 2005 fut le premier événement en Chine impliquant de multiples parties prenantes pour débattre des questions stratégiques de développement du bassin. Le Forum eut pour suite la Déclaration du Yangtsé et un mouvement récemment lancé pour un « fleuve Yangtsé salubre ».

Adoptée par consensus, cette Déclaration demande que la gestion de l'eau abandonne l'actuelle approche fragmentée reposant sur les secteurs et les régions, où chacun « consomme et pollue ». Elle préconise à la place l'harmonie entre les humains et l'environnement, un équilibre entre protection et développement, une communication et une coopération renforcée entre toutes les parties concernées par l'eau dans le bassin.

La création du forum du Yangtsé est un jalon. Dans un pays qui a été gouverné et administré de façon centralisée



pendant des décennies ; il représente un important pas en avant en direction d'une prise de décision participative, qui augure bien des perspectives d'une approche plus rationnelle et intégrée de la gestion de l'eau à l'avenir.

### **Asie centrale : influencer la réforme institutionnelle**

En capitalisant sur les relations forgées pendant l'ère soviétique, plusieurs pays d'Asie centrale travaillent ensemble d'arrache-pied sur la question de réformer leurs processus de gestion des ressources en eau, mais les choses sont loin d'être simples. Les réformes sont entravées par l'indécision relative au choix des dispositions institutionnelles appropriées. Dans la plupart des pays de la région, la gestion de l'eau est répartie entre différents ministères. Le besoin urgent d'intégrer des perspectives et de résoudre des conflits entre secteurs plaide en faveur de la responsabilité d'un ministère unique pour tous les problèmes d'eau. Mais le risque serait d'engendrer un monopole puissant et de perdre de vue les valeurs sociales et environnementales de l'eau.

Seuls un soutien et une volonté politique clairs pour des réformes radicales peuvent résoudre ces problèmes. Susciter l'engagement nécessaire pour procéder au changement est la priorité du GWP dans la région. Pour motiver l'élan du changement, le partenariat régional du GWP mène actuellement des campagnes d'information publiques et des programmes de développement de capacités pour les spécialités de l'eau. Le partenariat favorise les relations en-

tre les spécialistes nationaux, qui peuvent influencer leurs gouvernements, et encourage leurs échanges avec des ONG qui jouent également un rôle important de rapprochement des professionnels avec la société civile.

Les participants aux rencontres régionales du GWP dans cette zone sont enthousiastes, posant beaucoup de questions, souvent à propos des moyens d'améliorer la législation. Ce processus permet aux spécialistes régionaux de renforcer la compréhension de leurs propres problèmes et de nouer des contacts à l'étranger par le réseau du GWP. Il les a aidés à attirer un soutien international pour la planification de la GIRE au Kazakhstan et des ateliers de formation pour gestionnaires et ONG dans les huit pays de la région.

Dans le cadre de ce programme de formation, les huit pays ont envoyé des participants de haut rang à un cours de l'université de Dundee, en Ecosse. Impressionné par la pertinence du cours, le ministre de la Mise en valeur des terres et des Ressources en eau du Tadjikistan a promis d'envoyer davantage de jeunes spécialistes tadjiks faire des voyages d'études similaires.

*« Je suis reconnaissant au GWP pour son aide dans la signature du MoU entre l'université de Dundee et le ministère. Ce MoU m'a permis de m'adresser au gouvernement pour inclure des fonds dans le budget du ministère afin de payer des études à six étudiants tadjiks à Dundee. Le GWP se révèle un véritable partenaire pour renforcer le potentiel des organisations de gestion de l'eau dans la région. »*

M. NAZYROV ABDUKAKHIR, MINISTRE DES RESSOURCES EN EAU ET DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES, TADJIKISTAN

## Amérique centrale : cibler les législateurs

Maureen Ballestero, ancienne présidente du Comité technique du GWP-Amérique centrale, a une manière graphique de décrire la valeur du travail avec les législateurs sur l'eau au XXI<sup>e</sup> siècle. « Une fois que nous avons parlé aux législateurs de la gestion intégrée des ressources en eau, ils l'ont comprise immédiatement, » déclare-t-elle. « Mais cela prend du temps de parler et, généralement, élaborer une nouvelle loi prendra quatre ou cinq ans. »

Aujourd'hui, il y a beaucoup de décideurs et de législateurs engagés et intéressés en Amérique centrale qui sont sensibles à l'eau et qui ont une bien meilleure compréhension des approches intégrées de la gestion de l'eau et de ce qu'elle implique ; ils s'intéressent en outre à l'élaboration de nouvelles lois sur l'eau en conformité avec les besoins de la population.

De retour en 2001, l'histoire était différente : les projets de loi sur l'eau présentés à l'examen de l'Assemblée législative du Costa Rica montraient à quel point les législateurs manquaient des informations nécessaires pour abandonner l'approche sectorielle fragmentée et créer des lois reflétant une approche intégrée de la gestion de l'eau et en conformité avec les besoins de la population. Pour y remédier, le partenariat du GWP a organisé une série de trois conférences régionales à partir de 2002. En générant un sentiment d'amitié et d'alliance parmi les participants de différents pays, ces conférences ont aidé les gens à saisir la nécessité de meilleures relations pas seulement entre pays mais aussi entre groupes d'utilisateurs : fermiers, industriels, consommateurs domestiques, touristes et autres.

Mais il y eut des problèmes : manque de financement, contextes politiques difficiles et autres facteurs ont entraîné des complications. De plus, il existe des différences marquées entre pays, empêchant presque de faire des parallèles et de tirer des leçons. Le Belize, par exemple, avait un système légal fondé sur la loi britannique qui n'est plus utilisée ailleurs en Amérique centrale.

Par ailleurs, certains pays ont déjà une législation sur l'eau et d'autres pas. Dans les pays qui en ont une, même si les lois sont anciennes ou obsolètes, les gens sont déjà accoutumés à l'idée de payer pour l'eau – ce qui rend plus facile l'introduction d'une nouvelle législation que dans des pays qui ne possèdent pas de telles lois. Les leçons sont claires : les législateurs comme les gens ordinaires ont besoin d'en savoir plus sur l'eau et le cadre légal qui permet d'assurer une bonne gouvernance de l'eau.

*« Alors qu'il nous plairait de dire que tout s'est bien passé et sans aucune complication, ce serait irréal et inexact. »*

MAUREEN BALLESTERO, ANCIENNE PRÉSIDENTE,  
COMITÉ TECHNIQUE DU GWP-AMÉRIQUE CENTRALE





## CHAPITRE VIII

# LES MÉCANISMES ET LA MÉCANIQUE DU PARTENARIAT



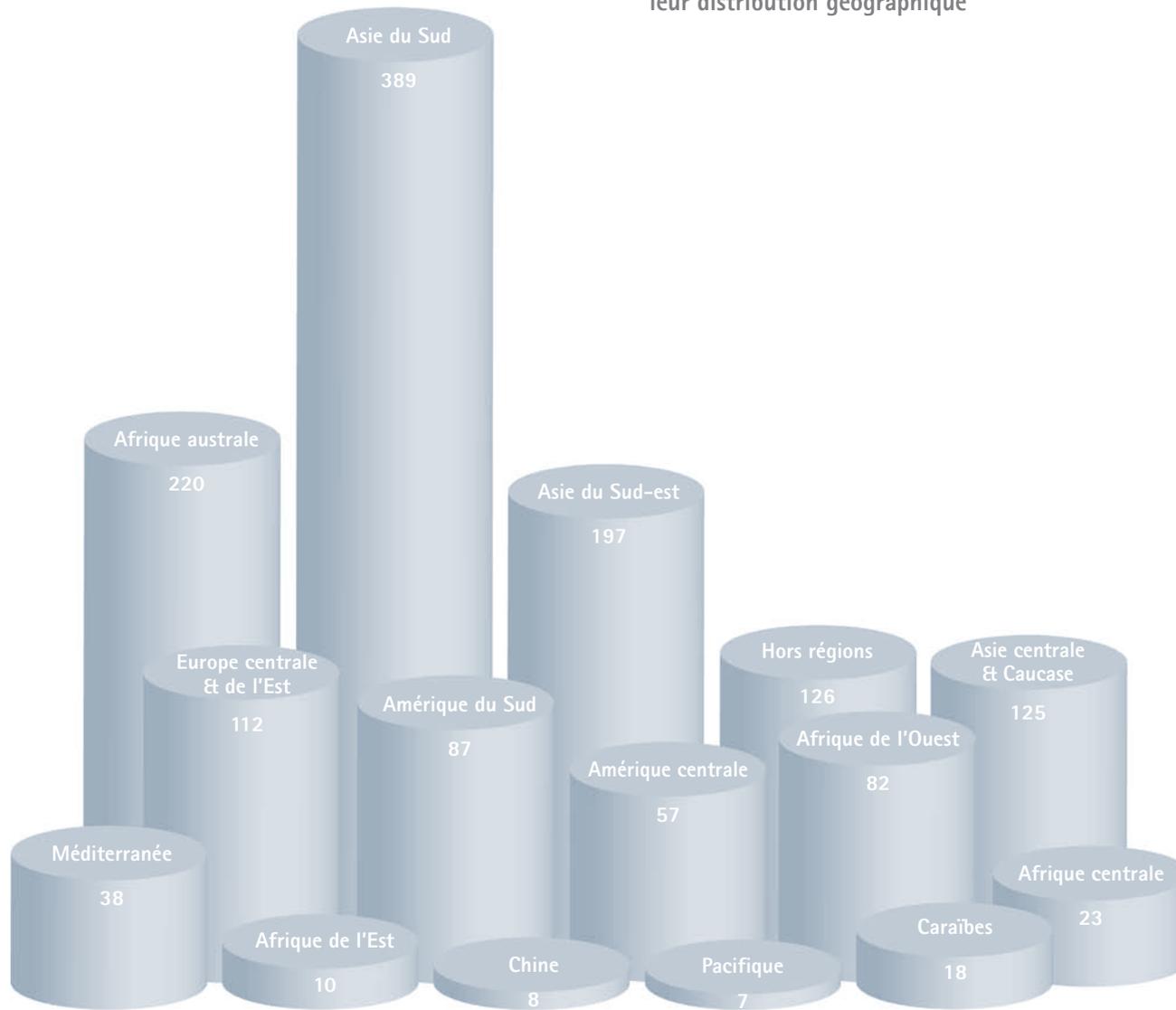
**N**ous avons présenté ici quelques-unes des nombreuses histoires dans le monde qui illustrent les buts, les ambitions et quelques réussites du GWP. Mais comment tout cela se produit-il ? Quelles sont la mécanique et le ciment qui font tenir l'ensemble ? Comme cela a déjà été dit, le GWP est un type nouveau d'organisation, un réseau aux mailles souples tenant par une idée, une mission, et non par une bureaucratie rigide. Son réseau de partenariats offre une structure unique qui permet de traiter des priorités locales à l'intérieur d'une stratégie globale.

La charte qui les relie, définit le règlement et fixe les conditions d'opération de ces partenariats, s'intitule *Conditions d'accréditation des Partenariats nationaux et régionaux de l'eau*. Tous les partenariats du GWP doivent s'engager formellement à respecter les conditions de cette

charte pour devenir membre du réseau et utiliser le nom et le logo du GWP. Grâce à une série minimum de règles et de principes partagés mentionnés dans la charte, la communauté des partenariats du GWP est autorisée à évoluer à l'intérieur d'une culture commune délimitée par des valeurs fondamentales comme l'inclusivité, l'ouverture d'esprit, la transparence, la responsabilité, la tolérance, l'équité et la solidarité.

La dynamique et la force des partenariats du GWP reposent sur l'engagement des partenaires du GWP qui les constituent ; ces derniers sont les éléments de base du réseau du GWP. La *Politique des Partenaires* définit les grands principes s'appliquant aux partenaires du GWP, tous étant des institutions concernées par les problèmes d'eau. Les organisations partenaires mettent en œuvre les changements encouragés par le GWP.

Les Partenaires du GWP et leur distribution géographique



### Des alliés particuliers

Le GWP a recours à cinq alliés particuliers – nommés Programmes associés – qui fournissent des services d’expertise spécifiques afin de faciliter le travail de ses partenariats :

- Cap-Net, le réseau de développement des capacités du PNUD
- GWA, l’Alliance Genre et Eau
- AFPM, le programme de gestion des crues appliqué sous les auspices de l’Organisation météorologique mondiale
- GW-Mate, une initiative de la Banque mondiale qui se concentre sur la gestion des eaux souterraines
- INBO, le Réseau international des Organisations de bassin.

La coordination globale et le contrôle qualité sont assurés par le Secrétariat et le Comité technique (TEC) du GWP. Le TEC agit comme un groupe de réflexion et un mécanisme de contrôle qualité indépendant pour l’ensemble du réseau GWP. Le rôle du TEC est d’orienter les efforts du GWP afin de créer, d’accumuler et de diffuser les connaissances qui étayent les processus de changement vers la GIRE. Le TEC a pour fonctions de renforcer la compréhension de ce que recouvre la GIRE, de superviser le développement des outils permettant de mettre les principes en pratique, de guider les mécanismes d’ap-

Le GWP travaille aussi avec de nombreux autres groupes, notamment, pour en nommer quelques-uns, le Conseil mondial de l’Eau, l’Union internationale pour la conservation de la nature, le Conseil consultatif pour l’Eau et l’Assainissement, le Fonds mondial pour la nature (WWF), la Commission internationale pour l’Irrigation et le Drainage, et diverses agences des Nations unies comme le Programme mondial pour l’évaluation des ressources en eau et la Commission pour le Développement durable.

### Centres de conseil

Danish Hydraulics Institute (DHI), Copenhague, Danemark.

International Water Management Institute (IWMI), Colombo, Sri Lanka.

HR Wallingford, Wallingford, Royaume-Uni.

prentissage global et de génération de connaissances du GWP et d’apporter conseils et soutien de principe aux partenariats régionaux et nationaux.

Le Global Water Partnership Organisation (GWPO) a été officiellement établie en Suède en 2002 en tant qu’organisation intergouvernementale. Ce statut permet au Secrétariat du GWP d’opérer en Suède d’une manière qui soutienne les efforts consacrés à mobiliser son réseau international de partenaires dans le développement et la promotion des principes de GIRE.

La gouvernance est obtenue par des mécanismes bien



définis précisés dans les statuts du GWPO. L'Assemblée générale annuelle des partenaires du GWP traite des questions de programme, de stratégie et de politique. Le Comité de direction du GWP assure la supervision et l'orientation globale du réseau. Il s'appuie sur le travail de sous-comités spécifiques comme le sous-comité financier et d'audit. Les Partenaires sponsors du GWP – les Etats et organisations intergouvernementales qui ont signé le Protocole d'entente qui définit le secrétariat de Stockholm comme une organisation intergouvernementale – nomment le président du GWP, les membres du Comité de direction du GWP, le commissaire aux comptes du GWP, et approuvent les comptes annuels du GWP.

Les agences et organisations donatrices sont considérées comme des partenaires spéciaux ayant un intérêt dans la substance du travail du GWP et pas simplement comme sources de financement. Le GWP est qualifié de « partenaire de développement » offrant un service stratégique permettant d'améliorer la gouvernance, les capacités et l'environnement favorable. Ceci constitue la base pour d'autres programmes financés par des bailleurs de fonds pour atteindre les OMD plus directement, comme les infrastructures de raccordement d'eau potable, les services d'assainissement, la lutte contre la pollution et une gestion

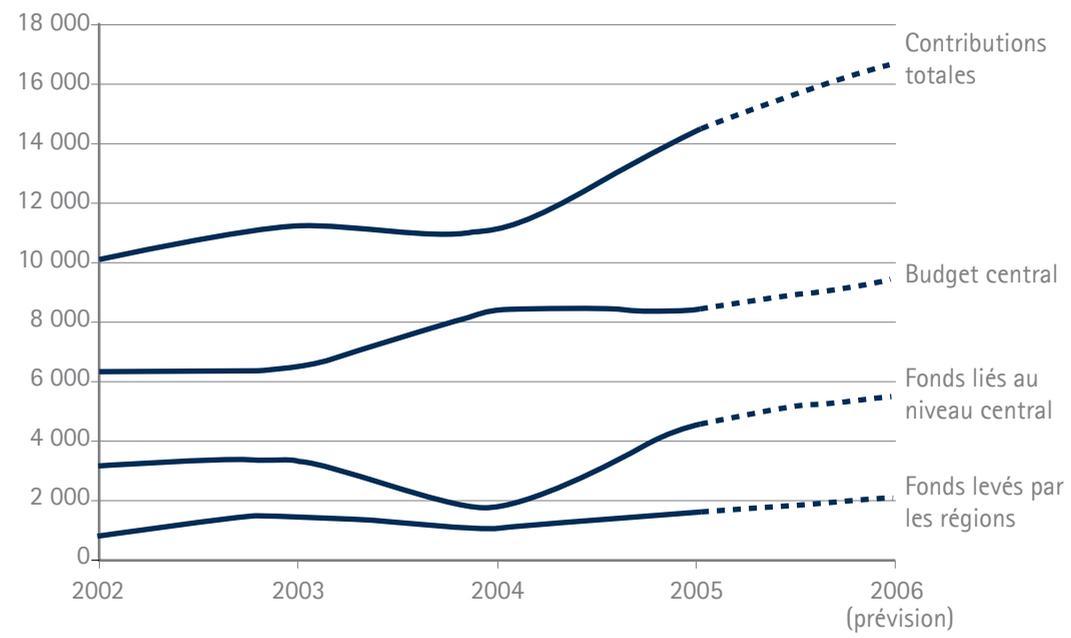
améliorée de l'eau utilisée dans l'agriculture. La durabilité de ces investissements dépend des interventions 'douces' effectuées par le GWP.

La coordination et l'expertise des bailleurs de fonds sont facilitées par le *Finance Partners Group*, un groupe informel qui se réunit une fois par an. Le soutien permanent apporté par ses principaux partenaires financiers a permis au GWP d'étendre la collecte de fonds aux niveaux national et régional auprès de sources variées parmi lesquelles des gouvernements, des contributions volontaires et en nature et des donateurs bilatéraux, augmentant ainsi les chances de s'occuper des priorités locales. Le graphique ci-après illustre l'évolution financière des dix premières années d'existence du GWP.

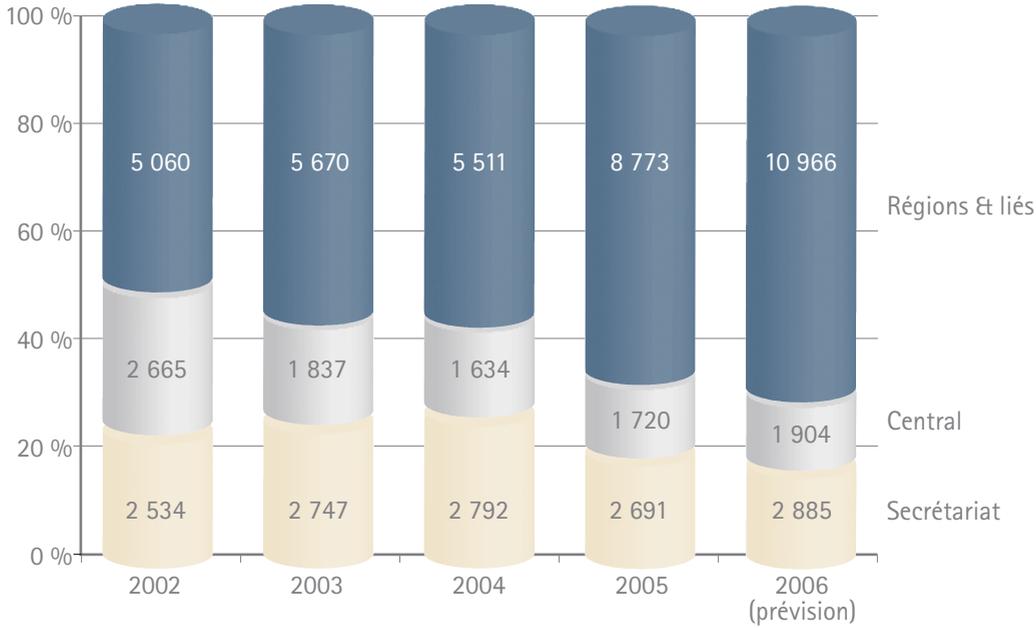
Le Danemark, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni, ainsi que la Banque mondiale, sont les principaux bailleurs de fonds du GWP.

Le Canada, la Finlande, la France, les Pays-Bas, la Norvège, le Japon, les Etats-Unis et la Commission européenne ont apporté des fonds conditionnels pour soutenir des activités et pays spécifiques.

**Financement** en millions de dollars US



Dépenses 2002 – 2006 en millions de dollars US







## CHAPITRE IX

# MAINTENIR L'AVENIR DE NOTRE EAU



**GWP** doit son existence au fait que l'avenir de l'eau dans le monde est dans la balance. Nous sommes confrontés à une série de dangers imminents et de défis décourageants. Malgré les bonnes intentions, les politiques et les plans échouent et n'atteignent pas leurs objectifs ; les gouvernements, les ONG et les entreprises ne prévoient pas toujours les effets négatifs de leurs stratégies. Cependant, il ne faut pas abandonner.

La peur de l'échec est peut-être la meilleure garantie d'échouer, puisqu'elle empêche l'innovation et le changement. Pour augmenter nos chances de succès, trois éléments sont indispensables : la connaissance, l'innovation et le changement, tous connectés par un réseau qui facilite l'apprentissage et l'évolution. Cette affirmation contient toute la philosophie du GWP.

Dans ce monde incertain et complexe, il y a deux certitudes : nous devons construire des infrastructures pour fournir des services d'eau aux gens et nous devons mieux gérer les ressources en eau. Mais il n'existe pas de recette magique ni de plan directeur ni de solution de fortune. Nous devons travailler sur la durée. Des machines rouillées, des réservoirs à moitié vides et des bâtiments délabrés que nous voyons un peu partout à travers le monde, nous avons tiré la leçon suivante : la construction d'infrastructures pour l'eau, importantes ou modestes, sera soit inappropriée soit non durable s'il n'y a pas des systèmes de gouvernance de l'eau adéquats : ces deux éléments vont de pair. Un petit investissement dans le second protégera

les investissements massifs nécessaires pour le premier.

Nous savons aussi – et l'inverse est également vrai – que la quasi-totalité du développement aura un impact sur l'eau. Certaines tendances comme la croissance démographique exercent une pression sur toutes les ressources ; d'autres, notamment la mondialisation et les changements climatiques, peuvent ou non s'ajouter à cette pression. En centrant son attention sur une approche intégrée de la gestion des ressources en eau, le GWP est idéalement placé pour aider les gouvernements et les populations à développer des stratégies d'adaptation pour garantir un développement durable.

*L'objectif de réduction de la pauvreté est contrecarré par la nature. On a observé une hausse des événements catastrophiques clairement liés à la dégradation de l'environnement dans le monde.*

DANGERS DE LA NATURE,  
RISQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT,  
RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE, 2006

L'approche intégrée préconise des techniques et des processus meilleurs et différents pour trouver les solutions convenant aux secteurs et acteurs impliqués. Bien que la GIRE ne soit pas la recette miracle, nous sommes cependant témoins de cas où la gestion des ressources en eau est améliorée, où les infrastructures des services sont financièrement durables et bénéficient à des communautés plus vastes, où les décideurs tiennent compte des problèmes d'environnement et de durabilité, où une meilleure santé pour les citoyens et la salubrité des cours d'eau sont examinées attentivement, où des parties prenantes aux

intérêts concurrents recherchent par le dialogue des solutions acceptables.

Nous avons appris que les changements dans la gestion des ressources naturelles relèvent autant des systèmes humains et sociaux que de la science et des progrès technologiques. Nous pouvons voir que la connaissance, l'innovation, le changement et le processus sont essentiels, mais les réseaux et les partenariats le sont aussi. L'avenir du GWP est d'aider les gens à s'aider eux-mêmes.

Pour y parvenir, nous devons disposer d'un moyen de partager les expériences et les connaissances. Et nous l'avons : le réseau unique du GWP établi au cours des dix dernières années est le plus beau fleuron du partenariat. C'est notre mécanisme de livraison et notre système d'exploitation, à la fois influent mondialement et fondamentalement ancré au niveau local.

Mais nous savons également que, malgré nos atouts, des compromis difficiles sont souvent nécessaires, et nous ne pouvons pas toujours trouver des solutions gagnant-gagnant. Nous savons qu'il y aura des échecs et des conséquences non voulues, dont nous devons tirer les leçons. Mieux gérer les ressources en eau implique d'affronter la concurrence pour les ressources et de reconnaître que les conflits entre intérêts sectoriels, communautés, catégories sociales et pays risquent de s'aggraver. La pierre angulaire de la GIRE est d'équilibrer ces intérêts contradictoires.

Tourné vers l'avenir, le GWP doit être flexible, afin de s'adapter rapidement à son environnement externe en évolution. Il a donc fallu impérativement concevoir une stratégie évolutive. Les dix premières années du programme du GWP se sont déroulées selon deux plans straté-

giques successifs : une stratégie pour les années « de formation » (1997–2003, avec une légère révision en 1999) et une autre pour les années « de maturité » (2004–2008 – exposée précédemment).

*« Sans aucun doute, le travail sur la GIRE, facilité par le GWP, du milieu à la fin des années 1990, a eu une influence significative. Mais mon sentiment est que, malgré les progrès dans l'introduction des principes de GIRE, peu de choses ont été réalisées jusqu'à présent quant à leur mise en œuvre. C'est un processus à beaucoup plus long terme. »*

JEREMY BIRD, ANCIEN SPÉCIALISTE DE L'EAU,  
BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Cette deuxième phase est organisée autour de poussées stratégiques, notamment un glissement général de la prise de conscience à l'action – et la planification de la mise en œuvre. Elle reflète aussi un intérêt manifeste pour des opérations de décentralisation vers les régions et les pays, en particulier par la consolidation de structures de gouvernance régionales. Elle s'attache à un engagement renouvelé pour impliquer les gouvernements et les institutions à persévérer sur le chemin des réformes de l'eau.

Le GWP continuera à agir à tous les niveaux. Le niveau mondial a été décisif dans les progrès de compréhension et de sensibilisation à la gestion et à l'utilisation des ressources en eau. Il a permis d'obtenir un accueil favorable pour un nouveau paradigme et de susciter un intérêt en prenant part au mouvement vers une meilleure gestion de l'eau dans des pays aux problèmes d'eau complètement différents. Un large effort a également été fait au niveau

régional, avec le partage des connaissances et l'éveil de la volonté politique comme tâches principales. À mesure que les partenariats régionaux de l'eau gagnent en force, l'attention se déplace de plus en plus vers le niveau national et, dans certaines régions, vers des niveaux sous-nationaux.

Jusqu'à présent, nous n'avons fait que gratter la surface de ce qui peut être appelé « local », et cela doit constituer un nouveau centre d'intérêt pour l'avenir. La tendance à développer des capacités et des partenariats aux niveaux national et sous-national persistera ; en parallèle, toutefois, nous devons mobiliser notre fédération flottante de partenariats de même sensibilité pour résoudre des problèmes locaux par l'intermédiaire d'acteurs locaux basés dans des organisations locales, personnellement intéressés à la recherche de solutions aux problèmes locaux.

*« Le GWP devrait continuer à développer des partenariats. Et il devrait s'intéresser particulièrement aux réseaux non formels, en motivant activement les citoyens à travailler dans le secteur de l'eau à long terme. »*

ERIKA LAGZDINA, DIRECTEUR, CENTRE RÉGIONAL DE  
L'ENVIRONNEMENT, BUREAU NATIONAL, LETTONIE

Au fur et à mesure que les problèmes de gestion de l'eau augmenteront, ce qui est inévitable, il y aura besoin de capacités en ressources humaines supplémentaires, avec plus de dirigeants capables d'intégrer l'eau dans leur agenda national, une meilleure gouvernance et davantage de financements. L'étude sur la GIRE de 2005 indique une tendance positive dans les pays prenant des mesures pour

atteindre la cible 2005 dans la préparation des plans de GIRE. Mais elle montre aussi leur besoin de soutien dans la mise en œuvre de ces plans, et souligne la nécessité d'aider les 26 % de pays restants qui n'ont pas fait de progrès à l'étape de la planification. Ces points constitueront les futurs domaines d'action pour le GWP. Il poursuivra ses travaux avec d'autres, en particulier l'ONU, pour développer des indicateurs et surveiller les avancées.

Bien sûr, le GWP gardera le cap sur les OMD et l'importance de l'eau pour les atteindre. Les capacités techniques et hydriques appropriées pour y parvenir existent ; mais il faut œuvrer pour recueillir la volonté politique requise, le financement et des mécanismes de services efficaces. Le GWP continuera à promouvoir les moyens de gérer mieux les services, y compris les mécanismes permettant de garantir la durabilité financière.

*« Le GWP est en quelque sorte le grand rêve que chaque pays dispose des compétences et connaissances pour apporter l'eau à tous et à tous les usages. Je pousse toujours le GWP à aller plus vite. Nous avons beaucoup fait ensemble et nous ferons encore plus au cours de la prochaine décennie. N'abandonnons pas nos ambitions »*

BERT DIPHOORN  
CHEF DE LA BRANCHE ASSAINISSEMENT ET  
INFRASTRUCTURE, UN HABITAT, KENYA

La réforme de la gestion de l'eau est un processus lent. Il convient de prendre conscience de « l'audace des petits pas » et d'en tirer satisfaction. D'innombrables petits changements profitables et importants peuvent être faits

rapidement ; s'inquiéter du rythme lent du changement lorsque l'on envisage la restructuration d'un système entier de gestion des ressources en eau n'engendre que de la frustration. Nous devons donc nous concentrer pour continuer à faire des petits pas audacieux – et en faire beaucoup.

*« Pour la première fois, les représentants de 100 pays en développement, au niveau d'action crucial pour le GWP – le niveau national – doivent se rassembler pour réfléchir à la décennie du partenariat et prospecter des plans d'actions efficaces pour les 10 prochaines années. Cette réunion, au cours de laquelle cet ouvrage sera remis aux participants, constituera le commencement de l'avenir du GWP »*

EMILIO GABBRIELLI,  
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF, GWP

## Références photographiques

PAGE VI	© Pixgallery.com
PAGE VIII	© Jan Töve, Naturfotograferna
PAGE X	© Design Pics, Fotosearch
PAGE XII	© Jan Töve, Naturfotograferna
PAGE XIV	© Digital Vision Ltd
PAGE XVI	© Stock Image, Ina Agency
PAGE XVIII	© Tore Hagman, Naturfotograferna
PAGE 5	© Heldur Netocny, Phoenix
PAGE 6	© Peter, Lilja, Naturfotograferna
PAGE 11	© Jean-Léo Dugast, Phoenix
PAGE 14	© Sean Sprague, Phoenix
PAGE 16	© R. Matina, Scanpix
PAGE 21	© Eric Miller, Phoenix
PAGE 25	© Trygve Bølstad, Phoenix
PAGE 28	© Digital Vision Ltd
PAGE 43	© Trygve Bølstad, Phoenix
PAGE 44	© Trygve Bølstad, Phoenix
PAGE 50	© Millenium, Ina Agency
PAGE 55	© Malcolm Fife, Scanpix
PAGE 59	© Gustaf Eneroth, Phoenix
PAGE 62	© Heldur Netocny, Phoenix
PAGE 73	© Sean Sprague, Phoenix
PAGE 76	© Per Magnus Persson, Johnér
PAGE 82	© Mattias Lindwall, Phoenix
PAGE 85	© Philip Laurell, Johnér
PAGE 88	© Digital Vision Ltd
PAGE 94	© Sean Sprague, Phoenix
PAGE 98	© Shooting Star, Johnér





